





# LES ALLEMANDS A LOUVAIN

HERVÉ DE GRUBEN

# LES ALLEMANDS
# A LOUVAIN

## SOUVENIRS D'UN TÉMOIN

Lettre-préface de Mgr Simon DEPLOIGE
PRÉSIDENT DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE PHILOSOPHIE
A L'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN






PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT et Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1915



# LETTRE-PRÉFACE

---

*Cher Ami,*

*Je viens de parcourir votre brochure* les Allemands à Louvain *et je vous écris, encore sous l'impression de cette lecture qui a réveillé en moi tant et de si fortes émotions. Nous avons vécu ensemble les heures cruelles de l'invasion et les journées terribles de la semaine tragique : à chaque moment mon souvenir s'est reflété exactement dans le vôtre.*

*Votre amitié — permettez-moi ce seul reproche — vous a conduit à me donner une part trop large dans le cours de votre*

*récit : A l'Hôpital Saint-Thomas nous avons été tous unis dans la plus complète solidarité et chaque membre de notre communauté s'honorait d'être au même titre le serviteur des victimes de la guerre.*

*En lisant vos pages j'ai admiré la sérénité de votre ton : ni une plainte larmoyante, ni une récrimination aigrie, ni même l'expression d'une inimitié. Et pourtant vous savez à quelles horreurs, à quelles iniquités nous avons assisté. La pire est peut-être celle qui a consisté à calomnier les victimes.*

*Je vous félicite d'avoir eu la force de maîtriser une bien naturelle indignation et d'avoir toujours su garder une attitude pleine de dignité : celle du témoin qui relate avec une précision scrupuleuse ce qu'il a vu et entendu. Le souci de la notation exacte des faits ne vous empêche pas d'ailleurs de vous élever, à la fin de votre récit, à une très fine analyse des*

*causes qui ont amené l'égarement de toute une nation.*

*Dans le grand jugement de l'histoire votre parole sincère apporte un témoignage impartial et c'est avec raison que vous affirmez votre confiance dans la justice indéfectible.*

*Votre cordialement dévoué,*

*Simon* DEPLOIGE.

10 *juillet* 1915.

# LES ALLEMANDS
## A LOUVAIN

---

## CHAPITRE PREMIER

### LES PREMIERS JOURS DE LA GUERRE

J'avais quitté Louvain le 22 juillet 1914. La session des examens, commencée le 6, touchait à sa fin. La ville se vidait rapidement de sa population universitaire, animée et bruyante. Comme chaque année à cette époque, elle allait, pendant deux mois, devenir une cité morte.

Je me rendais à la campagne, espérant y passer des vacances paisibles. A peine installé, je lus dans les journaux du 25 l'ulti-

matum de l'Autriche à la Serbie. Puis les nouvelles graves se succédèrent, semant l'inquiétude.

Le 30, une affaire à régler me ramena à Louvain. Je désirais savoir ce que pensaient de la situation les maîtres que j'avais quittés et quelles étaient leurs prévisions. Je sonnai, rue des Flamands, 1, à l'Institut supérieur de Philosophie (École Saint-Thomas). Les examens y étaient terminés, les étudiants partis. Dans la salle des conférences où le jury avait siégé, la grande table était encore couverte du tapis vert. Je finis par rencontrer le président de l'Institut, Mgr Deploige, et son collègue et ami, le chanoine Thièry. Tous deux travaillaient dans un auditoire à déménager le mobilier, qu'ils transportaient au grenier.

Surpris de les voir s'acharner à ce travail insolite, je leur demandai ce qu'ils faisaient.

— Nous allons organiser une ambulance pour les blessés, fut la réponse, tandis

qu'ils continuaient d'emporter les bancs.

— Alors vous croyez à la guerre?

— Vous le voyez bien.

Je me souvins alors d'un incident qui s'était passé deux mois auparavant. On avait découvert à Bruxelles, en mai ou en juin, un espion allemand qui s'était procuré la liste des dépôts d'essence pour autos et les adresses des généraux de l'armée belge. « Ce sont, — avaient dit un soir Mgr Deploige et M. Thièry dans un club d'étudiants dont j'étais, — ce sont là des renseignements que l'ennemi réunit la veille de la guerre » ; et ils nous montrèrent, sur une carte, par où se ferait l'invasion allemande. Nous étions restés incrédules; mais eux avaient pris leurs précautions. Avec un comité d'amis, ils organisent chaque année le pèlerinage national belge à Notre-Dame de Lourdes. A la fin de juin, ils s'étaient trouvés à Lourdes et, comme poussés par un pressentiment, ils avaient demandé aux

infirmières et brancardiers du pèlerinage qui d'entre eux serait disposé à faire le service des ambulances pendant la prochaine guerre. Ils recueillirent un certain nombre d'adhésions et formèrent dès lors le projet d'équiper, pour le transport des blessés, les trois wagons-hôpitaux du pèlerinage et d'installer une ambulance dans les locaux de l'Institut Saint-Thomas...

Je revins, le soir, à la campagne, pensif et encore un peu sceptique. Le dimanche suivant, 2 août, je lus dans les journaux que le ministre de Prusse à Bruxelles venait de déclarer au journal *le Soir* : « Peut-être que le toit de vos voisins brûlera, mais votre maison restera sauve. »

Quarante-huit heures après, la Belgique était envahie par l'armée allemande...



Le 5 août, je rentrai à Louvain pour

m'engager comme brancardier à l'*Hôpital Saint-Thomas :* c'est le nom qu'avait pris, pour la durée de la guerre, l'Institut supérieur de Philosophie.

Quel changement en moins de huit jours !

Au-dessus de la grille d'entrée flottait, à côté du drapeau belge, le drapeau de la Croix-Rouge (1).

Aux fenêtres de l'habitation du président pendaient des écriteaux : *Direction générale. Secrétariat. Caisse. Comptabilité.* La maison même était animée comme une ruche. Infirmières et brancardiers venaient s'y inscrire, prendre leur carte d'identité, se munir du brassard de la Croix-Rouge. Des professeurs d'Université y siégeaient en permanence, délivrant des « bons » pour les commandes, encaissant les dons, payant les fournisseurs, tenant soigneusement les

(1) Le 3 août, l'hôpital Saint-Thomas avait été officiellement agréé par la Croix-Rouge de Belgique.

livres. En face de la porte, sur un grand tableau noir, des avis, écrits à la craie, convoquaient infirmières et brancardiers aux conférences faites chaque jour par l'un des médecins.

Dans les locaux de l'Institut qui s'élèvent au fond de la cour, tout était transformé. Le laboratoire de psychologie expérimentale était devenu une salle d'opération modèle; dans le cabinet contigu fonctionnaient les appareils de stérilisation; la radiographie était installée dans le grand auditoire; le laboratoire de chimie se trouvait converti en pharmacie. Dans la salle de lecture s'entassaient des ballots d'ouate, des paquets de gaze, des piles de draps de lit, de chemises, d'oreillers; les infirmières y préparaient déjà des bandes de pansement. Sur d'autres portes on lisait : *Salle de réception des blessés. Vestiaire. Bureau des médecins.* Aux valves étaient affichés les noms des chefs de service et des directrices de salles.

Dans les corridors on avait rangé les brancards qui devaient servir au transport des blessés. Les vastes auditoires, vides de leurs bancs, se trouvaient garnis de lits. Au fond du jardin, derrière l'Institut, une baraque en bois, élevée au milieu d'un massif de noisetiers, portait l'inscription : *Morgue*. On avait tout prévu.



La ville de Louvain avait, elle également, pris une autre physionomie. Les murs étaient couverts d'affiches officielles relatives à la mobilisation, aux réquisitions, aux engagements de volontaires; l'une d'elles, rappelant que la défense du pays incombe à l'armée seule, enjoignait aux civils qui possédaient des armes de les remettre immédiatement à l'Hôtel de Ville. Des cortèges d'automobiles, chargées de vivres, roulaient à des allures folles dans la

direction de Liége. Les troupes défilaient, acclamées par la population ; des gendarmes gardaient la Grand'Place où l'état-major général avait établi son siège, et parfois, dans une auto, on apercevait la haute silhouette du Roi...

A toutes les maisons flottait le drapeau national. Devant la gare, sur les trottoirs, au boulevard, stationnaient des groupes causant avec animation ; des hommes qui ne se connaissaient pas la veille, semblaient devenus excellents amis ; tous portaient à la boutonnière la cocarde tricolore. Le thème des conversations était toujours le même : la guerre, l'ultimatum insolent de l'Allemagne, la fière réponse du gouvernement belge, l'invasion, le siège de Liége, les premiers combats.

Deux questions se répétaient sans cesse : « Où sont les Alliés ? — A quand la grande bataille ? » — Et les journaux répondaient invariablement : « Les Alliés sont où ils

doivent être. La grande bataille est imminente... »



Le 7 au soir, arrivèrent à l'hôpital Saint-Thomas les premiers « blessés ». Rien de grave, il est vrai ; les chirurgiens ne durent pas intervenir. Mais il se produisit autour de nos éclopés un mouvement de curiosité émue et sympathique ; les visites affluèrent ; de partout on apportait des fleurs, des raisins, des cigares, des journaux.

Chaque soir, depuis lors, nous nous rendions à la gare, munis de nos civières, pour assister au débarquement des trains sanitaires et ramener les hommes que le médecin principal nous confiait. Les salles de l'hôpital se remplirent l'une après l'autre. Les infirmières restaient à leur poste du matin au soir. Les brancardiers veillaient la nuit.

Dès le dimanche 9, le service religieux fut organisé régulièrement.

Le 13 août, notre matériel d'ambulance s'enrichit d'une magnifique auto toute neuve, une Dion-Bouton de 40 chevaux. M. Léon David, de Louvain, en fit don à Mgr Deploige, lui disant : « L'armée belge ne l'a pas réquisitionnée ; je ne veux pas qu'elle tombe aux mains des Allemands ; je vous la donne ; elle servira au transport des blessés et au ravitaillement de votre hôpital. »



Cependant les Allemands approchaient. Hasselt, Tongres, Saint-Trond étaient occupés déjà. Des combats avaient eu lieu à Diest et à Haelen. Les forts de Liége résistaient toujours, mais la ville même était prise. Bientôt on annonça que les gares de Waremme et de Landen se trouvaient aux

mains de l'ennemi et que des uhlans étaient arrivés à Tirlemont (1). Le 14, apparurent au-dessus de Louvain, élégants et sinistres, les premiers aéroplanes allemands. Nous nous demandâmes si la grande bataille — qui devait endiguer, sinon refouler le flot de l'invasion — se livrerait décidément à nos portes.



Avec les nouvelles des opérations militaires proprement dites nous arrivaient parfois d'autres rumeurs. Le bruit courait qu'il y avait eu à Visé et dans les environs de Liége des massacres de civils, des incendies d'églises et de propriétés privées. La plupart d'entre nous refusèrent de croire à ces horreurs. Dans le personnel de l'hôpital Saint-Thomas, beaucoup avaient

(1) Waremme. Landen, Tirlemont sont des gares de la ligne du chemin de fer Liége-Louvain.

étudié en Allemagne. « Ce n'est pas ainsi, disaient-ils, qu'on fait la guerre au vingtième siècle; l'Allemagne est trop civilisée pour être capable de pareilles atrocités; vous verrez bientôt combien son armée est correcte dans ses procédés. »



Le 18 août, vers midi, une nouvelle se répandit en ville avec la rapidité de l'éclair. « L'état-major, disait-on, nous quitte et se retire sur Anvers. » Était-ce donc la retraite? — Nous eûmes à peine le temps de nous le demander. Aussitôt nous parvint à l'hôpital l'ordre pénible d'évacuer les blessés et de les transporter sans délai à la gare.

Ce fut comme la lueur d'un premier éclair dans un ciel chargé d'orage. On s'interpellait d'une maison à l'autre, demandant s'*ils* étaient là. Les drapeaux disparurent, les magasins se fermèrent. Un immense

émoi étreignit la ville. Puis il y eut subitement, à trois heures, une course folle vers la gare quand on apprit que les derniers trains pour Bruxelles allaient partir et qu'après cela le pont du chemin de fer serait dynamité. Les uns emportaient des bagages, les autres n'en prirent même pas le temps.

A l'hôpital Saint-Thomas, nous n'avions conservé que deux blessés. Le premier, un uhlan poméranien, avait eu le poumon perforé d'une balle et nous était arrivé, l'avant-veille, terrifié. Les officiers allemands lui avaient dit, nous raconta-t-il, que les Belges tuaient les blessés et les prisonniers. Entouré depuis deux jours de bons soins, il commençait à se rassurer.

L'autre était Belge. Quoique miné par la phtisie, il avait répondu à l'appel. « Je sais bien, nous dit-il, que je ne suis qu'un demi-homme, mais je me croyais encore capable d'abattre un ennemi. » La fièvre

l'avait terrassé, au bout de quelques jours.

Dans les salles vides, nos infirmières, restées au poste, firent cette après-midi le grand nettoyage, cirant les parquets, retournant les lits, renouvelant les draps, rangeant les ustensiles. L'hôpital, après quelques heures, était en état de recevoir de nouveaux clients.

*
* *

Vers neuf heures, ce même soir, nous nous promenions dans la cour, nous entretenant des événements, commentant certains départs et nous félicitant d'avoir gardé l'élite de notre personnel. Du dehors nous parvint tout à coup une rumeur étrange. Ce n'était pas le pas cadencé, auquel nous étions bien habitués, d'une troupe qui défile. C'était le bruit confus d'une foule en désordre, un mélange de cris d'hommes, de gémissements de femmes,

de pleurs d'enfants, et le grincement de roues sur le pavé.

Des centaines de villageois arrivaient du côté de Tirlemont. Ils fuyaient affolés : vieillards titubant, mères de famille traînant leurs enfants par la main, jeunes filles portant sur l'épaule des ustensiles de ménage noués dans des draps de lit. Des malades à peine habillés étaient poussés sur des brouettes. Une douzaine de bébés se lamentaient dans une charrette, tirée à bras. Au milieu de la cohue, emportés par le flot, des soldats couverts de poussière s'avançaient, tête basse et le képi à la main.

Une famille, — le père, la mère et cinq enfants, — s'arrêta devant la grille :

— Entrez donc, leur disons-nous. Venez vous reposer !

— Non, non. Nous avons perdu le plus petit. On l'a jeté sur une charrette. Il a deux ans. Dieu nous aide à le retrouver !

— Mais dites-nous ce qui se passe?

— Regardez.

Et le paysan étendit la main dans la direction de Tirlemont. Le ciel était rouge. Les fermes et les maisons flambaient là-bas.

Nous sonnons chez nos voisins les Franciscains de la rue des Flamands. Ils ouvrirent avec empressement la porte de leur couvent à quelques douzaines de fugitifs. Dans les locaux d'une école de la rue de Tirlemont, nous réussîmes à en installer d'autres. Un grand nombre campa sur la voie publique.

Il était dix heures. Un sergent belge vint nous dire que l'arrière-garde de notre armée avait été assaillie par les Allemands à Roosbeek et à Bautersem et qu'on amènerait sans doute des blessés. Immédiatement nos veilleurs courent à bicyclette chez les médecins de l'hôpital pour les convoquer. A onze heures, tous se trouvaient réunis dans la salle d'opérations.

A ce moment une charrette s'arrête

devant l'hôpital. Un jeune médecin militaire — ancien étudiant de Louvain — s'y tenait debout. Une infirmière — une Française, qui s'était engagée dans les ambulances belges — l'accompagnait.

— Un blessé, nous dit la vaillante jeune fille. Il est affreusement mutilé.

Nous entrevoyons dans l'obscurité une forme humaine, habillée d'une capote bleue, étendue sur de la paille au fond du véhicule. Un filet de sang coulait sur le pavé.

Mgr Deploige et M. Thièry se hissent dans la charrette. Quelques instants après, ils arrivent à pas lents et déposent leur horrible fardeau dans la salle d'opérations, où les lampes à arc répandaient une lumière intense.

Ce fut pour tous un moment d'indicible émotion. Le blessé était un Flamand des Flandres, d'une musculature superbe. Le bras droit était emporté tout près de l'épaule; l'avant-bras gauche, déchiqueté;

dans la figure, tuméfiée et noircie par la poudre, les deux yeux pendaient sanguinolents hors de leurs orbites. Le malheureux n'avait pas perdu connaissance. Le chanoine Thièry le confessa et l'administra. La cérémonie terminée, le blessé murmura : « Vive la Belgique ! » L'opérateur, le professeur Schockaert, étouffait ses sanglots quand il se mit à l'œuvre. La mort vint prendre le pauvre mutilé et, trois jours plus tard, nous conduisions au cimetière le corps de notre premier vrai blessé. Dans la poche de son gilet nous avons trouvé une lettre de sa mère, maculée de sang : « Fais bien ton devoir, mon enfant, lui écrivait-elle. Défends bien ton pays. Ici nous prions tous pour toi. Dieu garde la Belgique ! »

D'autres charrettes suivirent. L'une d'elles nous amena un grand jeune homme couvert de sang. La joue droite était ouverte

de haut en bas, les deux lèvres et le menton fendus. Le blessé lui-même avait noué son ceinturon sur le bas de sa figure, pour retenir les morceaux de chair qui pendaient et ballottaient au cahot du véhicule. Il se fit connaître et nous dit sa joie de se trouver hospitalisé à Saint-Thomas. Ancien étudiant de Louvain, il y avait fréquenté le *Cercle d'études sociales* de l'Institut ; et voici que, logé dans le local même des séances du cercle, il se voyait entouré de figures et de cœurs amis.

Rien de plus touchant que son histoire. Il s'était marié le samedi avant la guerre. Atteint à Gênes par l'ordre de mobilisation, il rentra précipitamment pour défendre le pays envahi. Quinze jours après, il était touché par le shrapnell fatal.

Médecins et infirmières lui prodiguèrent leurs soins. Quand ses blessures commencèrent à se cicatriser, nous prévînmes sa jeune femme, restée anxieuse en Wallonie.

Elle accourut aussitôt et, dans le jardin de l'hôpital, ils recommencèrent le voyage de noces interrompu à Gênes.

A cinq heures du matin, Karl de Harvengt, le plus entreprenant de nos brancardiers, mettait en mouvement l'auto de l'ambulance. Plusieurs fois ce jour-là et le lendemain, il se rendit à Roosbeek et à Bautersem et revint à chaque voyage avec d'autres blessés. Ce ne fut pas toujours sans peine qu'il parvint à passer à travers les colonnes allemandes marchant sur Louvain.

Un des blessés qui nous furent amenés le mercredi, était le commandant G... Atteint d'un coup de feu, il gisait dans un fossé, à Roosbeek. Un officier allemand lui avait enlevé d'abord contre reçu une somme de six cents francs. Survint ensuite une patrouille. « Un officier », crie l'un des hommes; « achevons-le », hurle un autre, en déchargeant son fusil. Le malheureux

commandant eut le bras droit fracassé, et nos médecins durent l'amputer.



Tandis que l'arrivée des blessés entretenait l'animation à Saint-Thomas, la ville restait morne et oppressée, en cette matinée du mercredi 19 août. Les récits des réfugiés de la nuit précédente y avaient répandu l'effroi.

Dans les rues presque désertes, devant les maisons déjà en grande partie closes, les troupes défilaient par intervalle se hâtant vers Anvers. Elles avaient, la plupart, bonne contenance encore. Je me souviens avec émotion d'un brave fantassin qui nous criait, — tandis que, chargés de provisions pour nos blessés, nous passions vers midi, rue de Malines : « Nous reviendrons bientôt, mes amis, la victoire n'est que partie remise. »

Oui, pour nos vaillants soldats le terrain de la lutte était seulement déplacé : ils allaient combattre sous les murs d'Anvers, comme ils l'avaient fait devant Liége, — comme ils le firent plus tard sur l'Yser, — avec le même courage et la même générosité ; entraînés par l'admirable exemple de notre Roi, ils s'acharneraient à défendre le dernier coin de la patrie belge et à le garder inviolé.

Mais pour nous qui les regardions passer, leur retraite était d'une mélancolie poignante. Une séparation douloureuse commençait, et nous ne savions combien de temps elle durerait. Entre l'armée, gardienne de la patrie, espoir de la revanche ; entre tout ce qu'elle protège, entre tout ce qu'elle continuait de défendre ; — entre la Belgique indépendante et nous, s'élèverait bientôt un mur d'acier. Tout rapport régulier avec les autorités légitimes du pays allait nous être défendu. Des étrangers, durs

et défiants, nous imposeraient des règlements tracassiers et des réquisitions ruineuses. Ils accapareraient nos moyens de transport et nos voies de communication. A eux nos chemins de fer, nos automobiles, nos chevaux, nos voitures ; à eux le télégraphe et le téléphone. Plus de journaux belges, plus de poste. Nous resterions isolés de tout, sans nouvelles du dehors, éloignés de nos parents et de nos amis. Ah ! quelle souffrance que de se sentir chez soi, gardé et épié par l'ennemi. Mais, comme la patrie belge allait devenir plus chère à tous !

## CHAPITRE II

### L'OCCUPATION ALLEMANDE

Vers une heure, le mercredi 19 août, nous entendîmes des coups de canon du côté de la porte de Tirlemont : c'était notre artillerie qui protégeait la retraite de nos derniers bataillons contre la poursuite des Allemands. Des groupes de fantassins passèrent encore, harassés et traînant le fusil. Puis, à une heure et demie, une batterie au grand galop dévala par la rue de Tirlemont, les artilleurs nous criant au passage : « Ils sont là. »

— Nous n'avons plus de pain, dit à ce moment le Directeur. Dans une heure la ville sera envahie; ce soir les Allemands auront tout pris. Vite, aux provisions!

Et, poussant une charrette à bras, nous

partîmes avec un professeur d'économie politique vers les boulangeries du voisinage. Nous achetâmes de quoi nourrir pendant huit jours tout notre monde.



Cependant des éclaireurs allemands étaient déjà arrivés à l'Hôtel de Ville et discutaient avec les autorités communales les préliminaires des conditions de l'occupation.

Retirés dans leurs maisons, les habitants attendaient anxieux; mais l'irruption violente, redoutée depuis la veille, n'eut pas lieu. L'envahisseur avait terrorisé les villages par le feu et par le fer. A la ville il réserva le spectacle impressionnant de son organisation merveilleuse et de sa formidable puissance. Et nous assistâmes paisiblement, plusieurs heures durant, à une revue impeccablement ordonnée de troupes

de toutes armes défilant devant l'hôpital.

Des cyclistes ouvraient la marche, faisant signe aux habitants de se rassurer. Mais derrière eux un vieil officier, à cheval, ordonnait de fermer les fenêtres ouvertes aux étages. Suivant à quelque distance les éclaireurs, les masses compactes de l'infanterie marquaient le pas, tandis que le cri aigu des fifres et le roulement grave des tambours réglaient la marche. Les visages étaient jeunes, épais et durs ; dans les yeux bleus se lisait la certitude orgueilleuse de la victoire ; parfois, sur un commandement rauque, toutes les bouches s'ouvraient pour entonner le *Wacht am Rhein*. Montés sur de fringants coursiers, les hussards s'avançaient ensuite, élégants et hautains, regardant d'un air détaché et méprisant les habitants qui s'étaient aventurés sur le seuil des portes. Puis ce fut de nouveau une interminable colonne d'infanterie, en casque à pointe. Après, des canons de campagne,

une longue file de véhicules chargés de munitions, des ambulances, des cuisines roulantes. Enfin, toujours des bataillons d'infanterie, et encore des batteries d'artillerie, et des escadrons de uhlans et de dragons. Le long de la colonne en marche, des cyclistes déroulaient les fils téléphoniques et les accrochaient aux réverbères et aux poteaux électriques. En tête des bataillons et des escadrons, les officiers à cheval tenaient à la main, dans une gaine de cuir, les plans de la région abrités sous une feuille de mica.

*
* *

Un seul drapeau belge était resté arboré dans la ville : celui de l'hôpital Saint-Thomas. Quand l'état-major passa, des officiers firent signe, des yeux et de l'épée, qu'il devait disparaître. Le règlement de la Croix-Rouge exige que les couleurs nationales

accompagnent toujours l'insigne de la Croix-Rouge, — et notre drapeau fut maintenu. Quatre mois encore il flotta à l'entrée de l'hôpital, témoin des horreurs et des tristesses de l'occupation, symbole de la patrie obstinée dans sa résistance, protestation muette de notre fidélité.



A neuf heures du soir, le fleuve cessa de couler dans les rues, et ses flots se répandirent dans les habitations. Sur chaque porte, des sergents avaient, durant l'après-midi, inscrit à la craie le nombre d'hommes à loger. Là où les propriétaires étaient partis, les portes furent enfoncées et les maisons envahies. Les soldats du train campèrent dans les rues, sur les boulevards et les places publiques.



A cinq heures du matin, branle-bas général. Une rumeur sourde se propage de rue en rue ; elle est dominée bientôt par les hurlements éraillés du commandement : *Helm ab*. Casque à la main, les fantassins alignés font sur ordre la prière ; puis, en clameur, poussent le : *Hoch dem Kaiser*. Aussitôt après, les cuisines roulantes passent devant les rangs et le café fumant est versé dans les gamelles tendues. Puis, nouveaux cris d'officiers donnant l'ordre du départ, et la masse entière s'ébranle dans la direction de Bruxelles.



Tandis que la ville se vidait lentement, les administrateurs et les brancardiers de l'hôpital venaient l'un après l'autre nous

raconter ce qui s'était passé chez eux. La plupart avaient eu des officiers à loger. « D'après nos prévisions, avait dit un capitaine à un professeur de l'Université, tout devait être fini en deux mois. En moins de six semaines, nous devions être maîtres de Paris et de la France. Après, nous nous serions jetés sur les Russes. Mais, vous, Belges, vous nous avez fait perdre un temps précieux. Et vous êtes cause de ce que l'Angleterre se soit mise contre nous. Nous n'avions compté ni avec vous, ni avec les Anglais. La partie est devenue plus difficile à gagner. »



Quand nous sortîmes, vers midi, Louvain ressemblait à une écurie. Les rues, les trottoirs, les places publiques, les parterres de fleurs piétinés disparaissaient sous une couche de fumier. Dans les bâti-

ments de la gare, le mobilier avait été saccagé, les billets de chemin de fer répandus par terre. Rue Léopold, la maison du professeur Dr. Van Gehuchten, qui était en villégiature à la mer, avait été ouverte ; les meubles gisaient sur le parquet ; des bouteilles vides traînaient dans le hall. Même spectacle dans d'autres maisons où ne résidait pas leur propriétaire. Les rayons des magasins de comestibles étaient vides ; viande, pain, conserves, tout avait été emporté par le flot de l'invasion.

Les murs de la ville se couvraient d'affiches, imprimées en Allemagne. Il y était question « de francs-tireurs, d'otages, de lugubres cruautés » . Des ordonnances, rédigées en un français barbare, défendaient aux habitants de circuler après huit heures du soir, leur enjoignaient de remettre leurs armes, exigeaient que les portes fussent tenues ouvertes la nuit, et les fenêtres éclairées.

Au sommet de l'Hôtel de Ville flottait le drapeau allemand, signe de l'occupation. L'*Etappen-Kommandant*, le major von Manteuffel, — un petit gros à tête ronde, au regard fuyant, — siégeait dans la salle des séances du conseil communal. Le grand hall du rez-de-chaussée, où couchaient les hommes de garde, était encombré de bottes de paille et de matelas; dans un coin, un monceau de fleurets mouchetés et de pistolets de salon. Fusils de chasse et revolvers avaient été confiés quinze jours auparavant aux autorités belges; quand les Allemands répétèrent l'injonction de remettre les armes, on s'empressa de leur porter ce qui restait : les armes de panoplie.

Aux portes de la ville, des sentinelles empêchaient d'entrer et de sortir les habitants qui n'étaient pas munis d'un *passierschein* (laisser-passer).



Le vendredi soir, une garde militaire fut installée à l'hôpital Saint-Thomas pour empêcher l'évasion des blessés belges. Elle nous fut amenée par un jeune *Feldwebel*, nommé Voigt ; ce Voigt, qui parlait couramment le français, avait passé deux ans à Bruxelles dans une école professionnelle de tailleurs. Le sergent de la garde, — un maigre, à peau jaune avec des petits yeux fureteurs, — nous dit le lendemain que les bâtiments étaient « très complexes » ; il se fit adjoindre un autre sergent et le nombre des hommes de la garde fut porté à vingt-quatre.



Tandis que nous achevions notre promenade, le jeudi après-midi, de nouvelles

troupes faisaient déjà leur entrée. Tous les jours qui suivirent, nous assistâmes au même défilé des légions grises qui marchaient en chantant à la conquête de la France. L'air étrange de leurs fifres nous poursuivait comme une obsession. Vers la fin de la semaine, en cortège ininterrompu, passa une quantité incroyable de véhicules. Voitures de la Croix-Rouge, chariots des pontonniers, grêles charrettes à bâche, — réquisitionnées à la campagne et tirées par de longs bidets, — se suivaient en file numérotée. De puissantes automobiles d'un type uniforme, peintes en jaune foncé, roulaient plus rapides le long de la colonne des attelages, en jetant au passage les quelques notes vives de leur cor avertisseur.



Le dimanche 23 août, une auto passa à

petite allure devant les troupes arrêtées dans la rue de Tirlemont; un soldat, les bras en l'air, y tenait un tableau noir où l'on pouvait lire : « Nous avons pris 40000 Français près de Verdun. » Une sourde acclamation accueillait l'annonce ambulante. Un grand diable de sergent, un type d'intellectuel qui avait réendossé l'uniforme, répéta près de nous : « Quarante mille prisonniers ». — « Nous sommes à quatre-vingts kilomètres de Paris », ajouta-t-il; puis, après une pause et avec l'air pédant d'un pion statolâtre : « C'est officiel. »



Le lundi soir, grand émoi rue de la Station. Un régiment, amené par chemin de fer, débarqua vers dix heures. Le colonel fit chercher le bourgmestre, M. Collins, et menaça de le fusiller si la ville ne fournis-

sait immédiatement des vivres et des matelas. Le directeur des travaux, M. Frisch, courait de maison en maison, suppliant qu'on sauvât la vie du bourgmestre; des habitants, effrayés, lancèrent par la fenêtre les matelas demandés. L'échevin Schmit intervint à ce moment et fit observer au commandant von Manteuffel que les exigences de ce colonel n'étaient pas conformes aux conventions adoptées pour les réquisitions. Le commandant mit le colonel à la raison, et l'affaire n'eut pas d'autre suite.

*
* *

Ce même lundi, un de nos brancardiers s'était rendu à Wesemael près d'Aerschot, pour voir des blessés recueillis dans une ferme. Les paysans lui racontèrent que la petite ville d'Aerschot avait été saccagée et des rues entières, incendiées; que des centaines de femmes et d'enfants y demeu-

raient encore enfermés dans l'église ; que le bourgmestre, son fils et un grand nombre d'hommes avaient été fusillés. — Ce récit, répété par notre ami, produisit une vive impression.

Des faits scandaleux — viols ou déprédations — avaient déjà, il est vrai, ému la ville ; mais ils semblaient devoir être imputés à des initiatives purement individuelles. On voulait malgré tout persister à croire à la correction et à la discipline allemandes.

Les envahisseurs n'avaient-ils pas d'ailleurs atteint leur but? S'ils voulaient frapper l'esprit des habitants et mater toute velléité de résistance, n'avaient-ils pas admirablement réussi? Six jours durant, leur puissance militaire avait déployé sous nos yeux son organisation savante et méthodique, sa discipline rigide et sévère, ses inépuisables ressources en hommes, en armes, en munitions, — et le peuple en avait gardé l'impression d'une force redoutable.

Puis, les réglementations imposées dès la première heure avaient rapidement paralysé la vie de la cité. L'hôpital Saint-Thomas, seul, était resté animé ; en dehors de là, tout était morne, silencieux et triste. Cloches et carillons se taisaient au-dessus de la ville angoissée. Plus de promeneurs dans les rues, plus de causeries dans les cafés, plus de réunions de sociétés : chacun se tenait enfermé chez soi dans la crainte et dans un isolement déprimant. Enfin une menace planait toujours, incertaine mais redoutable : des otages, — détenus à l'Hôtel de Ville et choisis chaque jour parmi les membres du clergé, le personnel de l'Université et de l'administration communale, — répondaient sur leur tête de tout acte qui serait jugé coupable par le commandant.

## CHAPITRE III

### LE SAC DE LA VILLE

Depuis le 19 août, il n'arrivait plus de journaux belges et nous ignorions ce que notre armée était devenue. Pour la première fois, le mardi 25 août, on perçut, dans la direction de Malines, le bruit du canon. Étaient-ce les Alliés qui prenaient l'offensive? Était-ce la « grande bataille », tant de fois annoncée par les journaux durant la première quinzaine de la guerre? La question se posait plus pressante à mesure que les coups de canon devenaient plus distincts.

Louvain regorgeait de troupes, ce mardi. Au cours de l'après-midi, il se manifesta parmi elles une animation extraordinaire.

Des centaines de hussards remontèrent la rue de Malines couverts de poussière et tirant leurs chevaux par la bride. A l'Hôtel de Ville des estafettes se succédaient, porteurs de messages qui rendaient soucieux le personnel de la *Kommandantur*. Dans la soirée des cavaliers galopèrent dans les rues, criant : *Alarm. Alarm.* Aussitôt, officiers et soldats quittèrent les maisons où ils prenaient le repas du soir ; des bataillons furent hâtivement formés et se dirigèrent vers Malines. En même temps des chariots en grand désordre rentraient précipitamment en ville, les conducteurs ayant le revolver au poing et l'air surexcité. A la gare, de nouvelles troupes, amenées d'Allemagne, débarquaient par intervalles et cherchaient leur installation.

L'agitation causée par tout ce va-et-vient était extrême quand, à six heures du soir, un médecin-major allemand se présenta à l'hôpital Saint-Thomas. « On se bat à dix

kilomètres d'ici, dit-il. A la *Kommandantur* nous venons d'apprendre qu'il arrivera des centaines de blessés. Voulez-vous prendre vos mesures pour les recevoir? » — Nous allâmes sur-le-champ prévenir médecins, infirmières et brancardiers. La circulation étant strictement interdite après huit heures, même aux personnes munies de l'insigne de la Croix-Rouge, tout le monde se trouva au poste dès sept heures et demie, prêt à passer la nuit à l'hôpital.



A huit heures du soir, nous étions réunis au nombre d'une quinzaine dans la salle à manger de l'habitation occupée par Mgr Deploige et par le chanoine Thièry. Soudain, à huit heures et dix minutes, retentit, tout près de la maison, un coup de fusil. A peine nous en étions-nous rendu compte que d'autres détonations succédèrent à la

première. En moins d'une minute les coups de fusil et les décharges de mitrailleuses se mêlaient dans un vacarme effroyable. De la rue de Tirlemont nous arrivait, accompagnant le crépitement des armes à feu, le bruit sourd d'un galop de chevaux.

Dès le début, le même cri était monté à toutes les lèvres : « Ce sont les Alliés qui entrent en ville. On se bat dans les rues. »

Après vingt minutes, le feu cesse. Mgr Deploige et le docteur Tits, médecin principal de l'hôpital, sortent. A peine ont-ils fait quelques pas, que trois soldats de la garde de l'hôpital, baïonnette en avant, se précipitent sur eux, hurlant : « Vous avez tiré. A mort! » Mgr Deploige les interpelle vivement en allemand et le docteur Tits déboutonne son habit, offrant sa poitrine aux coups. Un des deux sergents a vu la scène; il se précipite et relève les fusils.

— Nous avons entendu des détonations sous les fenêtres, lui dit Mgr Deploige.

Sont-ce vos hommes qui ont fait le coup de feu ?

— Il faut bien qu'ils se défendent. On tirait de partout.

— Si l'on se bat dans les rues, qu'ils y aillent. Il n'est pas admissible qu'ils tirent d'ici. L'hôpital est protégé par le drapeau de la Croix-Rouge. Les Alliés le respecteront.

— Il ne s'agit pas d'Alliés. C'est des fenêtres des maisons que partent les coups ; ce sont les civils qui tirent.

— C'est absurde. Je connais mes voisins. Pas plus que nous ils n'ont tiré.

De l'intérieur nous entendions la conversation. Elle n'était pas terminée que la fusillade recommençait à quelques pas. On percevait distinctement la décharge d'une mitrailleuse.

— Voilà, dit le docteur Tits au sergent, ce ne sont pour sûr pas des civils qui tirent ces coups-là.

Mgr Deploige demanda encore si les blessés annoncés par l'*Oberartz* arriveraient ou non.

— On se gardera bien, dit le sergent, de les exposer à être tués.

Mgr Deploige et le docteur Tits rentrèrent. Eux comme nous restaient persuadés qu'il s'était produit une alerte parmi les troupes allemandes serrées de près par l'armée belge.

*
* *

Vers neuf heures, l'un de nous était monté à l'étage. Il descendit précipitamment, criant : « Il y a un incendie du côté de la gare! »

Profitant d'une accalmie dans la fusillade, nous traversons la cour et nous nous rendons à l'hôpital. Là, dans un couloir, nous trouvons rassemblés les autres membres de notre personnel, gardés par un soldat alle-

mand, baïonnette au canon. Quand la fusillade éclata, un des sergents de la garde était arrivé en criant : « *Wer hat hier geschossen?* Qui a tiré, ici? » Devant les protestations de nos amis, il s'était retiré, laissant là le geôlier.

Des fenêtres du grenier, nous pûmes voir l'incendie. Il y avait déjà non pas un, mais trois ou quatre foyers : devant la gare, boulevard de Tirlemont, et rue de la Station à deux endroits différents.

Un avocat de la place du Peuple arrive à ce moment, pâle et défait. « Ma maison brûle, nous dit-il; les Allemands ont brisé les fenêtres et jeté des torches enflammées dans le salon; je n'ai eu que le temps de me sauver. » D'autres encore, du même quartier, vinrent chercher refuge à Saint-Thomas et nous firent des récits analogues. Le professeur Victor Brants accourut au milieu de la nuit en disant que le feu menaçait sa maison.

C'étaient donc les troupes allemandes qui incendiaient la ville. Mais pourquoi?

A mesure que l'incendie s'étendait, l'inquiétude gagnait notre personnel. Plusieurs infirmières, arrivées le soir pour soigner les blessés, pensaient à leur mari, à leurs enfants. Vers minuit, l'une d'elles, la baronne de Dieudonné, n'y tint plus et voulut aller voir. Mgr Deploige l'accompagna. L'hôtel de Dieudonné était encore intact, mais, dans l'angle opposé de la place du Peuple, le Palais de Justice formait déjà un énorme brasier.



Cependant, le personnel de l'hôpital s'était réuni avec les réfugiés dans deux ou trois salles du rez-de-chaussée. Les plus calmes essayaient de s'endormir étendus sur les brancards; deux capucins priaient dans un coin. Plusieurs avaient demandé à se con-

fesser et à diverses reprises nous récitâmes le chapelet en commun. Tandis qu'à l'étage les blessés reposaient tranquillement, — à peine émus par le spectacle terrifiant du ciel embrasé, — en bas nous comptions les heures de cette nuit interminable. Je me trouvais dans un salon avec quelques dames infirmières et les médecins ; toute lumière était éteinte et les larges vitres étaient rouges des reflets de l'incendie. Un soupir, un rosaire égrené, le crépitement de la fusillade qui reprit plusieurs fois pendant la nuit, coupaient seuls le silence. Au secrétariat, penché sur une table, le chanoine Thièry vérifiait les registres de l'hôpital. Mgr Deploige faisait la ronde.

Vers une heure du matin, il vint nous dire : « Les Halles sont en feu. » Nous courûmes avec lui à une fenêtre du grenier. Des milliers de flammèches jaillissaient d'un immense brasier et voltigeaient en tourbillon, emportant aux quatre vents du ciel les

cendres des livres, des précieux incunables, des manuscrits uniques de la bibliothèque de l'Université.

Quelques heures après, nouvelle alerte. Des flammes sortaient du clocher de l'église Saint-Pierre et se propageaient à la toiture. Nous étions atterrés.

Saint-Pierre, le premier sanctuaire de la cité, et si intimement mêlé à son histoire, qu'il avait depuis des siècles donné leur surnom aux Louvanistes, appelés familièrement en Brabant « les hommes de Saint-Pierre » .

Les Halles, abri séculaire des Facultés, sans lesquelles on ne conçoit pas plus l'Université qu'on ne se représente la ville sans son église Saint-Pierre. Les Halles, dont l'image austère reste pour des milliers de Belges associée aux souvenirs les plus émouvants de leur vie d'étudiant!

Pourquoi la frénésie de la destruction s'était-elle, au premier signal, ruée simulta-

nément contre le foyer de l'Université catholique et contre le centre de la vie religieuse?



A cinq heures du matin, Mgr Deploige célébra la messe sur un autel dressé dans la salle des grands blessés. Plusieurs se disaient que c'était peut-être la dernière à laquelle ils assisteraient.

L'Église catholique fête, le 26 août, le pape martyr saint Zéphirin. L'épître et l'évangile de la messe nous suggérèrent le thème de méditations opportunes. Dans l'épître, c'était saint Paul bénissant Dieu, le père des miséricordes, qui nous console dans toutes nos tribulations et nous permet à notre tour de réconforter ceux qui sont dans l'angoisse. Dans l'évangile, Notre-Seigneur nous disait : « Que sert-il de conquérir le monde au détriment de son âme?...

Le jour viendra où le Fils de l'Homme jugera chacun selon ses œuvres... »

Au moment de la consécration, le canon, tonnant aux portes de la ville, vint soudain accompagner de sa basse formidable le tintement grêle de la sonnette.

Après la communion du prêtre, médecins, brancardiers et infirmières s'avancèrent à leur tour vers l'autel et communièrent. Quelques paupières s'humectaient d'une larme furtive. Dans l'assistance recueillie, plus d'un crut prendre son dernier Viatique.

*
* *

Dehors, le jour se levait. Le ciel était jaune, épais et lugubre. L'âcre odeur de la fumée empestait l'atmosphère. Une pluie de parchemin et de papier carbonisé descendait lentement sur la ville.

De nouveau quelqu'un demanda au sergent de la garde :

— Mais enfin, qu'est-ce qui a provoqué la fusillade d'hier soir et l'incendie de la ville?

— Une conjuration. *Eine Verschwörung*. Des civils ont attaqué l'Hôtel de Ville et tué trente de nos hommes sur la grand'-place.

L'explication, débitée comme une leçon apprise, était trop absurde pour mériter la discussion. Il n'y avait qu'à hausser les épaules.



Cependant, d'autres fugitifs accouraient déjà à Saint-Thomas.

Le chanoine Noël, professeur à l'Université, et sa mère nous racontèrent comment, la veille à huit heures et quart, des soldats allemands s'étaient mis brusquement à décharger leurs fusils contre la façade de leur maison, rue Marie-Thérèse. Les balles

avaient, en plusieurs endroits, perforé les fenêtres et traversé le plafond.

Ce fut ensuite leur voisine, Mme Georges Debaisieux, qu'on nous amena avec son bébé, né depuis six jours : une volée de projectiles avait mis en miettes les vitres de sa chambre à coucher.

Puis nous arriva, tête nue et les habits en désordre, un Espagnol, le P. Catala, directeur du collège des étudiants espagnols de la rue de la Station. Quoique protégé par le drapeau national, son collège avait été envahi et incendié.

Mme Gilson, dont le mari est avocat à Liége, vint nous dire, éperdue de crainte, que la veille les soldats avaient emmené M. Gilson en criant qu'ils le fusilleraient. « Nous nous étions réfugiés à la cave, nous dit-elle, mon mari est étranger à la ville et n'a jamais eu une arme en main; je vous en supplie, aidez-moi à le sauver, s'il en est temps encore. » Deux mois après elle

était toujours sans nouvelles du disparu.

*
* *

L'un après l'autre, les médecins et les infirmières qui avaient passé la nuit à l'hôpital, se hasardèrent à sortir.

Les docteurs Tits et de Coninck, quoique munis de l'insigne de la Croix-Rouge, essuyèrent des coups de fusil de la part des soldats allemands mais ne furent heureusement pas atteints.

La baronne de Dieudonné, dont le mari est au front, nous ramena bientôt ses petits enfants. Quelques heures plus tard, son magnifique hôtel devenait la proie des flammes.

Mme Verhelst revint avec son mari. Celui-ci nous décrivit une scène très significative qui s'était passée chez lui la veille. Il se trouvait vers huit heures dans le corridor de sa maison, rue Léopold. Soudain deux sol-

dats allemands font irruption, le bousculent au passage, montent au second étage et, de la fenêtre ouverte, se mettent à décharger leurs fusils. D'autres soldats allemands, passant dans la rue, ripostèrent (1).

Mme de la Vallée Poussin, notre infirmière en chef, arriva à grand'peine chez elle. Sur son chemin les maisons brûlaient; les rues étaient obstruées de murs écroulés et de poutres enflammées; des cadavres d'hommes et de chevaux gisaient au milieu des décombres; près de la statue de Juste Lipse, elle se heurta au corps de M. David, dont la barbe blanche était maculée de sang. Le professeur Charles de la

(1) La maison de M. Verhelst fut incendiée, comme le furent d'ailleurs celles des autres professeurs d'Université qui habitaient la même rue : MM. Collard, le docteur Debaisieux père, le docteur Albert Lemaire, le député Léon Mabille, le docteur Malengreau, le docteur Van Gehuchten. MM. Collard, Mabille, Malengreau, Van Gehuchten étaient absents de Louvain et leurs maisons inoccupées.

Vallée Poussin et ses enfants avaient passé la nuit au fond du jardin, pour échapper aux balles allemandes dont les murs et les plafonds de leur demeure portent encore les traces.

C'est d'eux que nous apprîmes la destruction de la maison de leur voisin, le professeur Thoreau. Celui-ci, depuis le début de la guerre, se dévouait au service des blessés de l'hôpital Saint-Thomas. Sa jeune femme avait mis au monde un enfant, le lundi 24 août. Leur maison fut incendiée une des premières, le mardi soir. Avaient-ils péri dans les flammes? Nous nous le demandions avec inquiétude et nos craintes augmentaient à mesure que les heures passaient sans nous apporter d'eux la moindre nouvelle.

Le docteur Noyons, professeur à l'Université, accouru la veille avec sa femme pour soigner les blessés, sortit à son tour, afin de s'enquérir de l'état de sa maison au

boulevard de Tirlemont. A quelques mètres de chez lui, il reconnut d'abord le corps de son voisin, le professeur Lenertz, étendu au milieu de la rue; plus loin, il aperçut d'autres cadavres qu'il ne put identifier. De nationalité hollandaise, M. Noyons avait hissé sur sa maison le drapeau de son pays. Quelle ne fut pas sa surprise en trouvant la porte enfoncée et, dans le salon, les meubles réunis en bucher sous lequel couvait un commencement d'incendie! Dans la cuisine il découvrit sa servante que les soldats allemands avaient blessée de trois coups de feu. Nous transportâmes la malheureuse à l'hôpital Saint-Thomas.



Ce n'est pas la seule victime que nous avons amenée à l'hôpital ce jour-là.

Le domestique de M. Van der Zypen était déjà venu en toute hâte nous supplier de

l'aider à sauver son maître. Van der Zypen — qui fut en son temps un des maîtres du barreau belge — habitait une grande maison de la place du Peuple. Il était depuis quelques mois atteint de paralysie générale. Quand nous arrivâmes, les immeubles voisins brûlaient. Toutes les portes de la maison étaient ouvertes et, absolument seul, étendu sur son lit, le pauvre infirme, les yeux hagards, délirait. Nous l'installâmes dans une salle de blessés; il y mourut trois semaines après, sans avoir recouvré la raison.

Vers midi, MM. Albert et Paul Michotte, tous deux professeurs à l'Université, arrivèrent tête nue et couverts de poussière. Ils avaient passé une nuit terrible dans la cave de la villa que l'un d'eux habite, chaussée de Tirlemont, près de la demeure de leurs parents. Toutes les maisons d'alentour flambaient et une fusillade nourrie fut à

diverses reprises dirigée sur la villa. Le matin, ils furent saisis par les Allemands, accablés d'avanies et chassés à coups de crosse à travers champs. Traînés devant une espèce de conseil de guerre, ils se virent menacés d'une exécution immédiate. Au bout de trois heures, on les relâcha. Mais tandis qu'on les emmenait, un autre drame se jouait dans la maison de leurs parents. Leur père, octogénaire, était mourant. A raison de l'état de santé de son mari, Mme Michotte avait obtenu un écrit du major von Manteuffel portant interdiction aux troupes allemandes de pénétrer dans la maison. La porte fut néanmoins enfoncée par des soldats qui arrivaient de la direction de Liége; excités par la vue de l'incendie qui s'étendait déjà à toute la chaussée de Tirlemont, ils hurlaient : « Vous aussi vous avez tiré. » Mme Michotte eut beau leur expliquer qu'elle habitait seule avec son mari et qu'ils n'avaient point d'armes.

Leur rage ne tomba même pas à la vue du moribond. Ils prirent le matelas par les quatre coins et le portèrent sur la chaussée. Quand les fils Michotte, relâchés, rentrèrent chez eux, ils trouvèrent la maison paternelle en flammes, sous les yeux de leurs parents. C'est alors qu'ils vinrent nous demander asile. Une heure après, toute la famille était installée à Saint-Thomas. Le vieillard y mourut le lendemain dans la cave, où on l'avait descendu par crainte du bombardement. Il fut enterré dans le jardin.

Dans l'après-midi, deux de nos camarades brancardiers nous amenèrent sur une civière leur vieux père, le chimiste André. M. André se trouvait dans son porche, rue des Joyeuses-Entrées, la veille vers huit heures du soir. Il venait de donner à boire à quelques hommes d'une troupe qui passait, lorsque, par la porte entr'ouverte, un soldat lança une grenade à main. Une forte explo-

sion ébranla le porche et le vieillard eut la cuisse droite déchirée. La plaie était si large et profonde que le blessé dut rester alité pendant plusieurs semaines.

Un peu plus tard nous recueillîmes encore une dame âgée, blessée à la jambe. Lors de la fusillade, cette dame, qui habitait rue Léopold, fut atteinte par une balle, au deuxième étage. Jamais ne s'effacera de mon souvenir la vision atroce de cette femme que j'ai transportée et vu amputer : une sueur froide mouillait les tempes, les dents claquaient, les paupières étaient closes, le visage était cireux comme celui d'une morte.



Nous avions trop de soucis à l'hôpital, ce mercredi 26 août, pour nous permettre une exploration en ville. Mais nous apprenions

par les réfugiés qui ne cessaient d'arriver, que les violences continuaient.

Dans plusieurs rues, les soldats allemands avaient, de maison en maison, donné aux hommes l'ordre de se rendre devant la station. Un professeur de l'Université avait comme ses voisins obtempéré à l'injonction, mais réussit ensuite à rentrer chez lui. Il vint nous prévenir aussitôt de ce qui se passait. A mesure qu'ils arrivaient à la gare, les civils étaient entourés de soldats qui leur prodiguaient les injures, les menaces et les mauvais traitements. Parfois on en choisissait deux ou trois dans le groupe en disant aux autres qu'on allait faire une exécution. Les victimes étaient conduites derrière un mur ; un moment après, leurs compagnons entendaient les détonations des fusils.



Vers quatre heures, une rumeur nous at-

tira près de la grille de Saint-Thomas. Une trentaine de soldats y stationnaient devant l'entrée, entourant Mgr Coenraets, premier vice-recteur de l'Université, et le R. Parÿs, dominicain. Le P. Parÿs lisait à haute voix une proclamation de l'autorité militaire allemande aux habitants de Louvain. La lecture terminée, la troupe emmena les deux hommes pour aller plus loin faire la même proclamation.

Mgr Coenraets et le P. Parÿs étaient depuis la veille aux mains des Allemands. Saisis comme otages, ils se trouvaient enfermés à l'Hôtel de Ville quand la première fusillade éclata. Ils pourront raconter un jour eux-mêmes les avanies qu'ils subirent cette nuit et le lendemain. La pire de leurs épreuves toutefois est l'abus qui fut fait plus tard de leur nom. Quand le gouvernement allemand chercha à expliquer le sac de Louvain, il affirma par l'organe de ses journaux que le vice-recteur Coenraets et les domi-

nicains de Louvain avaient constaté et reconnu que les civils de Louvain tiraient, le 25 août, sur les troupes allemandes. La calomnie fit son chemin par le monde entier; elle fut imprimée à Constantinople comme en Californie. Or, Mgr Coenraets et le P. Parÿs, chacun de son côté, ont infligé aux Allemands un démenti formel et décisif.

La presse allemande a-t-elle eu la loyauté de reproduire leurs lettres (1)? Ou bien per-

(1) La lettre de Mgr Coenraets a paru dans le *Tÿd*, d'Amsterdam, du 30 mars 1915 Celle du Père Parÿs, dans le *Tÿd* du 1er décembre 1914 et dans le *XXe Siècle*, du Hâvre, du 28 janvier 1915.

« Je n'ai jamais, écrit Mgr Coenraets, donné de récit à la *Rheinische Westfalische Zeitung*, je n'en fus jamais sollicité, je ne fus interviewé par aucun reporter de ce journal et, il est inutile de le dire, je n'ai jamais déclaré ce qu'on ose dire dans cette feuille. Il y a quelques mois d'autres journaux ont publié des nouvelles analogues. Dans des feuilles hollandaises et belges, je fis insérer le démenti suivant :

« Votre numéro du 7 septembre pourrait don-
« ner au lecteur l'illusion que, selon mon témoi-

sistant à calomnier la population de Louvain, a-t-elle continué à faire jouer fausse-

« gnage, des citoyens de Louvain auraient tiré sur « des soldats allemands. Vous voudrez bien prendre « acte que par la présente je déclare, ouvertement « et avec instance, ignorer absolument d'où par- « taient les quelques coups que je n'entendis que « de loin et qui certainement n'étaient pas dirigés « sur les soldats allemands qui m'accompagnaient. « J'ignore absolument si un habitant quelconque « de Louvain a tiré. »

Le Père Parÿs n'est pas moins catégorique. Voici comment il s'exprime : « M. J. Partsch, professeur à Fribourg-en-Brisgau, relatant à sa façon les malheureux événements survenus à Louvain les 25, 26 et 27 août, invoque, à l'appui d'assertions que nous estimons absolument inexactes, le témoignage des dominicains de Louvain. Comme d'autres messieurs, il veut faire passer les dominicains comme ayant affirmé que les civils auraient tiré sur les troupes allemandes, ce qui aurait provoqué les terribles représailles dont la ville a souffert.

« Ayant été, seul des dominicains, mêlé activement et de façon conséquente aux événements des jours susdits, j'estime de mon devoir de donner un démenti formel à M. J. Partsch, et d'avertir le public que ni moi, ni aucun dominicain ne peut être cité en témoin du fait que les civils auraient tiré sur les soldats allemands. D'ailleurs nous ne croyons pas que ce fait se soit produit; j'ai personnellement déclaré sous la foi du serment, devant le

ment à Mgr Coenraets et aux dominicains le rôle odieux de témoins à charge?



Plus de deux cents personnes avaient cherché un refuge à Saint-Thomas, le mercredi après-midi.

Quand le soir vint, tout le monde se casa comme il put. Caves et corridors étaient envahis. Faute de sièges, on couchait sur la dure.

La nuit fut comme la précédente et comme celles qui suivirent, une nuit d'horreur. La rage des incendiaires se donnait

juge d'instruction allemand, que je n'ai vu aucun Louvaniste tirer sur les soldats et que je n'ai aucune preuve d'un tel fait. Tous les dominicains de Louvain sont dans le même cas, prêts à en rendre témoignage. »

Nous pouvons ajouter que le Père Parÿs nous a toujours parlé dans le même sens; nous l'avons revu plusieurs fois à Louvain après les événements de la semaine tragique.

libre cours. L'écho de leurs cris sauvages mêlés aux hurlements des chiens nous arrivait, sinistre, au milieu du bruit sourd des toits qui s'effondraient et des murs qui s'écroulaient. Beaucoup de nos hôtes se demandaient si le lendemain ils ne trouveraient pas sur l'emplacement de leur demeure un monceau de ruines fumantes... Tous les quarts d'heure l'un ou l'autre montait au grenier ou sur le toit, inspectant l'horizon et notant les progrès de l'incendie. Il n'était pas toujours facile, dans la nuit, de localiser les foyers et, suivant les tempéraments, cette incertitude entretenait l'espoir ou augmentait l'angoisse de ceux qui se savaient menacés.



Tandis que nous nous occupions, le jeudi matin 27 août, de faire déjeuner ceux qui étaient arrivés sans provisions, une rumeur

sinistre se répandit rapidement : la ville, disait-on, va être bombardée. Par qui? Pourquoi? Bien peu songeaient dans le trouble du moment à se le demander.

Deux de nos médecins, les professeurs Paul Debaisieux et Noyons, se précipitent à l'Hôtel de Ville, sans même prendre le temps d'enlever la blouse blanche de travail dont ils étaient revêtus. L'officier qu'ils rencontrent à la *Kommandantur,* leur confirme que la ville sera bombardée; il ajoute qu'il est lui-même chargé de l'opération. Les deux professeurs lui demandent d'épargner au moins les hôpitaux. Il se fait indiquer sur une carte la situation des ambulances et leur laisse espérer qu'il tâchera de les préserver.



Cependant, de nouveaux réfugiés envahissaient la cour et les locaux de Saint-

Thomas, pensant qu'à l'abri de la Croix-Rouge ils seraient protégés contre le bombardement.

Au milieu d'un groupe de femmes terrifiées arriva, défait et las, M. Schmit, l'échevin de l'instruction publique. Depuis huit jours il supportait presque seul l'écrasante responsabilité de défendre les intérêts de la ville dans les circonstances les plus imprévues et les plus difficiles. Sa vie n'étant plus en sûreté, il demanda à Mgr Deploige et au chanoine Thièry s'ils voulaient lui donner asile : « On nous passera sur le corps avant de vous toucher », fut la réponse, accompagnée d'une vigoureuse poignée de mains.



Pendant que les directeurs s'efforçaient de calmer ceux qu'affolait l'idée du bombardement, le premier sergent de la garde vint donner l'ordre de partir : « Par déci-

sion du commandant, dit-il, la ville va être bombardée à midi. Tout le monde doit quitter immédiatement. Ceux d'ici iront du côté de la gare. »

— « Nous n'abandonnerons pas nos blessés », lui déclarent aussitôt Mgr Deploige et le chanoine Thièry.

Il y eut, pendant les instants qui suivirent, une confusion extrême. Les soldats parcouraient les salles, les corridors et les jardins, intimant l'ordre de partir sur l'heure. Les directeurs rassuraient les blessés et recommandaient à tous le sang-froid.

Déjà les médecins et quelques vaillantes infirmières avaient promis aussi de rester. Mais il y avait là une foule indécise de trois cents personnes, des femmes pour la plupart. Beaucoup avaient dû fuir de leur maison incendiée ; après deux nuits d'insomnie et des angoisses terribles, elles se sentaient à bout de force et espéraient

trouver à Saint-Thomas un refuge et un peu de repos. Voici que les soldats allemands les chassaient dehors, elles ne savaient où.

Une trentaine de soldats belges convalescents partirent les premiers, encadrés par la garde allemande : ils n'avaient pas voulu écouter le Directeur leur disant que cette menace de bombardement n'était pas sérieuse. La plupart étaient à peine vêtus. Que sont-ils devenus?

Puis, ce fut l'exode de la masse des femmes au milieu des pleurs et des cris. Une dame de quatre-vingts ans s'arrêta un instant et demanda une dernière absolution. Je vois encore dans une des salles la jeune femme d'un professeur de l'Université, assise dans un fauteuil; pâle mais très calme, elle priait, entourée de quatre petits enfants; l'arrivée d'un cinquième était imminente. Son mari contenait difficilement son émotion. « Je ne

veux pas que vous partiez, leur dit Mgr Deploige; restez avec nous et ne craignez rien. Nous ferons le baptême ici. » Quinze jours plus tard, le chanoine Thièry baptisa la petite Marguerite-Marie ; Mgr Deploige était parrain et Mme de la Vallée marraine.



« Louvain sera bombardé à midi. Tous doivent quitter la ville immédiatement. » Cet avis et cet ordre furent donnés dans toutes les rues par les soldats allemands, le jeudi 27 août, entre huit et neuf heures. Souvent ils y ajoutaient l'injonction spéciale de se rendre du côté de la gare. En maints endroits, les habitants furent brutalement arrachés de leur demeure sans qu'on leur laissât le temps de se vêtir convenablement ou d'emporter quoi que ce soit.

Cette expulsion de la population louva-

niste — le troisième acte du drame qui avait commencé par le massacre et l'incendie — forme une des pages les plus émouvantes de l'histoire de l'invasion allemande en Belgique. L'heure n'est pas venue, il est vrai, de tenter un récit définitif. Car les quarante mille fugitifs furent emmenés dans toutes les directions, souvent avec des habitants d'autres communes ; à chaque groupe échut un sort différent ; et dans les multiples groupes chaque individu eut ses aventures particulières : avant que les témoignages des victimes soient réunis et contrôlés, il se passera du temps. Mais nous avons déjà entendu un grand nombre d'expulsés, de prisonniers et de déportés, rentrés à Louvain, et il est possible de tracer dès maintenant une première esquisse de ce qui advint à la population de Louvain quand elle fut chassée de la ville (1).

(1) La commission d'enquête anglaise a publié récemment les dépositions de plusieurs témoins



Parmi ceux que les Allemands n'entraînèrent pas de force, les mieux inspirés se retirèrent dans la commune limitrophe de Heverlé ; ils y furent hébergés par les habitants ou se cachèrent dans la forêt du duc d'Arenberg. Un grand nombre prirent la direction de l'est, vers Tirlemont. D'autres s'acheminèrent du côté opposé, vers Bruxelles, par la route de Tervueren. Mais des milliers tombèrent aux mains des Allemands et vécurent un calvaire des plus émouvants. Quelques groupes furent promenés plusieurs jours à travers la campagne et torturés de toutes manières pour être enfin chassés, dans la nuit, vers les lignes

réfugiés en Angleterre. Elles confirment les récits de nos concitoyens revenus à Louvain. Voir *Report of the committee on alleged german outrages, presented to Parliament by command of His Majesty* Londres, 1915, 2 volumes.

belges de la place d'Anvers. D'autres — hommes, femmes et enfants — furent expédiés en Allemagne; les uns jusqu'à Cologne, pour y être exhibés à la population; les autres, jusqu'à Munsterlager, où ils restèrent internés. Pour donner une idée de ces odyssées lamentables, nous laisserons parler un témoin de chaque groupe.



Un professeur d'Université s'en allait avec sa mère par la chaussée de Tirlemont. « Portant nos pauvres paquets, écrit-il (1), nous défilons par les avenues détruites, le long des maisons où, quelques semaines auparavant, nos amis nous recevaient et qui sont maintenant un monceau de ruines fumantes. Nous voyons des cadavres de

(1) *Récit d'un professeur de Louvain réfugié en Angleterre,* dans *The Hibbert Journal,* January, 1915.

chevaux et d'hommes. Des soldats longent la route, leur fusil braqué sur nous. Parfois il nous faut lever les bras malgré nos paquets. Sur la chaussée de Tirlemont, à perte de vue, s'égrènent des fugitifs. Parmi eux des infirmes, des malades, voiturés sur des brouettes, ou se traînant péniblement au bras d'un ami. Des femmes du meilleur monde n'ont pas même eu le temps de revêtir une toilette de ville, de se coiffer d'un chapeau ou de chausser des bottines. Le long de la route, des nombreux villages qui la bordaient, il ne reste rien. Et de la journée entière nous ne trouverons ni un morceau de pain ni une goutte de lait. »

Même spectacle, à la même heure, sur la chaussée de Tervueren. Un Hollandais protestant, M. Grondys, mêlé à la foule des fuyards, a publié ses souvenirs : « Nous arrivons bientôt, raconte-t-il (1), sur la

(1) L.-H. Grondys, *Les Allemands en Belgique*, Paris, Berger-Levrault, 1915.

route de Tervueren au milieu d'un énorme train de fuyards. Un professeur de l'Université fuit en costume de matin, sans col. Dans de pauvres charrettes gisent et sont cahotés des êtres humains d'une vieillesse invraisemblable. Plus loin, on emporte de jeunes femmes récemment accouchées, pâles et en danger de mort. Au sortir de la ville nous rencontrons un poste de quatre soldats avec un sous-officier. Ils insultent les fugitifs : *Sie Lumpe Schweinehunde* (chiens de cochons), braquent leurs revolvers sur eux et crient : « Que « tout le monde lève les bras en l'air ! » Religieuses et enfants, professeurs et paysans, tous mettent leurs bagages par terre pour satisfaire à l'ordre. »

A l'est comme à l'ouest se manifeste, de la part des officiers et des soldats allemands, une animosité spéciale contre le clergé catholique.

Sur la chaussée de Tirlemont, le cha-

noine Noël, professeur à l'Université, et une vingtaine de prêtres sont arrêtés, jetés dans une porcherie, plusieurs dépouillés de leurs vêtements, d'autres de leur argent, tous injuriés, maltraités, et menacés d'être fusillés.

Le long de la route de Tervueren aussi « les prêtres, au témoignage de M. Grondys, sont particulièrement insultés par les soldats. On leur crie sans cesse : « A bas « le catholicisme ! Mort aux prêtres, tous les « prêtres doivent être fusillés. » A l'entrée du village de Tervueren, les soldats laissèrent la foule continuer son chemin vers Bruxelles, mais ils arrêtèrent les prêtres les uns après les autres. A midi, il y en avait déjà plus de soixante parqués dans un pré. Ils durent subir les propos les plus outrageants de la soldatesque et furent tous fouillés et menacés de mort. L'un d'eux, un jeune religieux, le P. Dupierreux, a été fusillé. Dans la soirée, on répartit les autres en trois

groupes. Les uns, parmi lesquels Mgr de Becker et le P. Vermeersch, hissés sur des camions, sont exhibés dans les rues et sur les boulevards de Bruxelles et promenés jusqu'à Hal. D'autres, dont Mgr Van Cauwenbergh, vice-recteur de l'Université, furent emmenés par les troupes allemandes de village en village jusqu'au samedi matin à deux heures. Un troisième groupe dont faisaient partie Mgr Ladeuze et le professeur Cauchie, passa la nuit dans une grange à Tervueren et fut libéré dès le lendemain.



Comparés aux autres, ceux qui s'échappèrent vers Tirlemont ou vers Bruxelles ont été des privilégiés, et leur exode apparaît presque comme une promenade d'agrément.

Qu'on en juge par l'aventure d'un groupe

qui fut fait prisonnier devant l'Hôtel de Ville, le mercredi 26 août, entre une et deux heures du soir!

Après leur avoir prodigué les avanies et les coups, on les emmène par la rue de Bruxelles, au milieu d'une fusillade assourdissante tirée contre les fenêtres des maisons. Un boucher de la rue de Namur qui tente de s'évader, est abattu. A Herent, les officiers font dételer les chevaux et obligent les prisonniers à tirer pendant trois heures les lourds chariots. Pendant un arrêt, un autre civil, un habitant de la rue de Bruxelles, est fusillé. A dix heures du soir, on les contraint de coucher par terre dans un champ sous la pluie battante, sans couverture ni paille et on leur lie les pieds. Le 27, à six heures du matin, la colonne se remet en route vers Bueken, Thildonck, Wespelaer. Il pleuvait à torrents. Les prisonniers ont les mains liées par une corde. A Campenhout, où ils arrivent à midi, on

leur fait creuser des tranchées; puis, le soir, on les place derrière les canons qui, leur disait-on, bombardaient le fort de Waelhem. A huit heures du soir, on les enferme avec d'autres prisonniers dans l'église de Campenhout. Le 28, à neuf heures du matin, retour à Louvain, en repassant par Herent où ils voient sur la route de nombreux cadavres de civils. Au nombre de mille, femmes et enfants compris, ils traversent Louvain en feu et y sont enfermés au Manège. Ils passent là une nuit épouvantable avec des centaines d'autres malheureux affamés et terrorisés. Une femme y devient folle, des enfants y meurent. Le 29, ils repartent encore une fois par Herent. A Boortmeerbeek, les soldats allemands leur ordonnent de marcher droit sur Malines. A onze heures du soir, ils arrivent à proximité des lignes belges; les sentinelles font feu. L'un d'eux — un prêtre — se dévoue pour les autres; il s'avance seul, au risque d'être

tué, et atteint le premier poste belge. Il s'explique. Tous peuvent passer. En quatre jours, les malheureux avaient reçu pour toute nourriture deux pommes de terre. A tout instant les Allemands leur disaient qu'ils seraient fusillés le lendemain.



On se demande comment il est possible que des êtres humains torturent ainsi d'autres êtres humains. Et pourtant ce n'est pas le pire. Plusieurs milliers — hommes, femmes, enfants — ont été emmenés jusqu'à Cologne et martyrisés toute une semaine avec une cruauté sans égale.

Voici l'histoire d'un premier groupe racontée par un témoin qui, obéissant à l'ordre de partir, s'en était allé le jeudi matin dans la direction d'Aerschot.

A Rotselaer, ils furent arrêtés, hommes, femmes et enfants, au nombre de deux mille

huit cents. On sépare les hommes des femmes et des enfants et on les avertit qu'ils vont être fusillés; puis on les reconduit à Louvain. Ils y passent la nuit près de la gare, sous la pluie, sans abri ni nourriture. Les soldats allemands leur avaient tout pris : argent, papiers, bijoux, parapluies et pardessus. Dans la matinée du vendredi 28, on les embarque dans un train; on les serre jusqu'à quatre-vingts dans des wagons à bestiaux qui pouvaient en contenir trente, et dont le plancher était couvert d'une épaisse couche de fumier. Ils n'arrivent à Cologne que le lundi suivant dans l'après-midi, sans avoir reçu ni à boire ni à manger, et sans avoir pu sortir des wagons en cours de route. Dans un des wagons de cet enfer roulant, un homme devient fou; deux autres essayent de se suicider; une vingtaine urinent du sang. Dans un autre wagon, le deuxième jour après le départ de Louvain, un homme déchire la

doublure de son habit et la mâche pour tromper la faim; il ôte son soulier et s'en sert comme récipient pour boire son urine. A Cologne, quand ils sortent du train, courbés en deux, sales et exténués, la foule les frappe à coups de parapluie, leur jette des pierres et hurle : « A mort! » Ils passent la nuit dans un Luna-Park; leurs gardiens y font les apprêts d'une exécution, puis leur disent que ce sera pour le lendemain. Le mardi 1er septembre, à sept heures du soir, on leur donne pour la première fois un morceau de pain et de l'eau sale. Dans la nuit on les entasse dans un train à voyageurs, à vingt-cinq par compartiment. Ils arrivent à Bruxelles le mercredi matin. Le bourgmestre Max et d'autres se trouvaient à la gare et leur distribuent du pain, de la viande, du vin, du café, des cigarettes, du tabac. Mais leurs bourreaux ne les lâchent pas encore. On les pousse en avant vers Vilvorde. Huit heures durant ils mar-

chèrent. Un malheureux devenu fou sauta dans le canal et les soldats allemands lui jetèrent à la tête des bouteilles qu'ils avaient volées. Le soir leurs gardiens leur dirent qu'ils étaient libres ; à peine s'étaient-ils remis en route que les Allemands leur tiraient des coups de fusil dans le dos. Selon l'ordre reçu, ils continuent cependant dans la direction de Malines — vers les lignes belges encore une fois ; — ils arrivent à un pont gardé de l'autre côté par des soldats belges ; ceux-ci leur disent que le pont est miné. Ils passent la nuit dans un bois. Le lendemain, les soldats belges leur indiquent un autre chemin pour gagner Malines et Anvers.



La plupart de ceux qui se rendirent de gré ou de force à la gare de Louvain, le mercredi ou le jeudi, subirent ce voyage à

Cologne. Mais ils y furent acheminés en diverses équipes, et l'histoire de chacune est marquée par des épisodes particuliers. On ne lira pas sans frémir la déposition suivante.

Le témoin, qui habitait dans les environs de la gare, est arraché de sa demeure et conduit devant la gare, en pantoufles, sans chapeau ni gilet. Les soldats l'insultent, le frappent, lui crachent à la figure, lui lient les poignets derrière le dos. Un officier lui fouille les poches, prend son argent et ses clefs. Hissé sur un chariot de munitions, il glisse et reçoit d'un soldat un coup si terrible qu'il s'évanouit. Sa femme, séparée de lui et retenue à distance par les soldats, assiste à la scène. On part par la chaussée de Malines. A ce moment, le malheureux voit sa maison en flammes. Après quelque temps, on le fait descendre du chariot et on l'oblige à marcher avec les autres prisonniers : ils étaient cinq cents. Ils traversèrent

Herent, Thildonck, Campenhout : partout les maisons brûlaient. A minuit on s'arrête. Les prisonniers doivent coucher dans un champ, sous la pluie battante. Le lendemain, à trois heures, on se remet en marche. Entre Wespelaer et Rotselaer, sur un espace de trois mille mètres, une cinquantaine de cadavres de civils sont étendus sur la chaussée. A trois heures du soir, on arrive à Rotselaer. Les prisonniers sont enfermés dans l'église où quinze cents malheureux, parmi lesquels de tout jeunes enfants, étaient déjà entassés. Là, enfin, on leur donne à boire : de l'eau apportée dans des seaux. Le troisième jour, les prisonniers — au nombre de plusieurs milliers — sont dirigés par la chaussée d'Aerschot, d'abord sur Aerschot puis sur Louvain. Le vieux curé de Rotselaer, âgé de quatre-vingt-six ans, s'adresse à l'officier allemand : « Ce que vous faites, dit-il, est lâche. Mes gens n'ont commis aucun mal ; s'il vous faut une vic-

time, tuez-moi. J'ai reçu la vie de Dieu, je remets mon âme entre ses mains. » Des soldats allemands saisissent le prêtre à la gorge et le repoussent ; d'autres ramassent de la boue et la lui jettent à la figure. Les prisonniers arrivent à Louvain, traversent la ville en flammes, sont menés à la gare, poussés dans des wagons à chevaux dont le crottin n'était pas enlevé, hommes, femmes, enfants, pêle-mêle, près de cent par wagon. Ils y restent enfermés toute la nuit. A six heures du matin, le quatrième jour, le train part dans la direction de l'Allemagne. A Aix-la-Chapelle, à Düren, le peuple vocifère au passage injures et menaces. Le train arrive à Cologne, revient à Düren, retourne à Cologne, où il s'arrête à minuit. Les prisonniers peuvent enfin sortir du wagon : ils y étaient depuis huit heures du soir de la veille, sans lumière, sans nourriture, debout, pressés les uns contre les autres, obligés de satisfaire leurs besoins sur place. A Cologne,

ils sont conduits au Luna-Park de Deutz, hommes, femmes et enfants tous ensemble. Toute la nuit leurs gardiens s'amusent à les terroriser, chargeant leurs fusils, visant les prisonniers, éteignant les lumières. Deux hommes deviennent fous, l'un, un boulanger de Louvain habitant en face de l'église Saint-Joseph, l'autre, un cordonnier qui se suicida. Le lendemain — c'était le cinquième jour — on distribua un pain par dix personnes et des seaux d'eau. Puis on les ramena à la gare. Cette fois on les plaça dans des voitures à voyageurs de troisième et de quatrième classe. Le retour à Bruxelles prit trois jours, durant lesquels les prisonniers ne reçurent rien à manger. A Bruxelles les Allemands firent, à la demande du témoin, chercher du pain pour les femmes qui mouraient de faim : le pain était moisi et sale comme si on l'avait ramassé dans un bac de déchets. Femmes et enfants furent libérés à Bruxelles, mais les hommes rame-

nés à Schaerbeek. On les y fait sortir du train et on les conduit à Vilvorde, puis à Sempst. Là on les lâche; mais après une demi-heure de marche, ils sont de nouveau saisis et gardés une heure. Il était alors minuit. Eux aussi furent chassés dans la direction de Malines, pour être exposés aux balles des sentinelles belges. Pendant les huit jours qu'ils restèrent aux mains des Allemands, ils avaient reçu pour toute nourriture un pain par dix personnes (1).

(1) Un Bulgare, étudiant à Louvain, fut lui aussi emmené à Cologne. Libéré avant les autres, il rédigea immédiatement le récit de son aventure. Ce récit a été publié dans plusieurs journaux, entre autres dans *la Roumanie* de Bucarest, numéro du 5-18 septembre 1914. Nous en extrayons quelques passages corroborant les autres témoignages et y ajoutant de nouveaux détails :

« Anvers, 1er septembre.

« J'étais étudiant à Louvain, à l'école des Pères de Sion, rue Mi-Mars, 24, lorsque les Allemands firent leur entrée dans la ville le 19 août dernier.

« Le 27, à dix heures du matin, on donna l'ordre d'évacuer la ville qui devait être bombardée. La population s'enfuit en désordre dans toutes les



La catégorie de toutes la plus éprouvée fut celle des déportés. Trois mille environ, parmi lesquels des vieillards, des femmes et des enfants, ont été pendant des mois

directions. Bien que n'étant pas Belge, je fus obligé de me joindre à un cortège de douze cents prisonniers qu'on envoyait dans la direction d'Aerschot. Après une marche de deux heures, nous fûmes arrêtés par des troupes allemandes, rangés quatre par quatre et entourés de soldats baïonnette au canon; on nous ramena à Louvain.

« A la gare, on nous entassa dans des wagons à bestiaux d'où venait de débarquer de la cavalerie allemande et où il y avait une épaisseur de dix centimètres de fumier. Lorsque nous fûmes soixante-dix dans un wagon, on nous y enferma et nous y passâmes toute la nuit, debout et sans nourriture. Les femmes et les enfants, qui provenaient en majeure partie des campagnes environnant Louvain, furent placés dans d'autres wagons. Il y avait parmi eux de tout petits enfants et des bébés.

« A six heures du matin, le train partit dans la direction de Cologne. Il marchait très lentement. Tout le long du trajet, nous croisions des convois de soldats allemands qui, très surexcités, nous

internés en Allemagne au camp de Munsterlager. L'un d'eux, à son retour, a narré son histoire.

Il fut fait prisonnier, le 26 août, avec sa femme et son enfant encore à la mamelle. A

mettaient en joue et nous criaient que nous allions être fusillés.

« Nous atteignîmes finalement Cologne le 29 août, à une heure du matin. Au débarqué, on nous conduisit dans un cirque, où nous passâmes le reste de la nuit.

« Le lendemain, le 30 août, à dix heures du matin, après nous avoir comptés, on nous distribua du pain noir à raison de deux kilos pour dix personnes. Ensuite on nous exhiba à la population; et, entourés de soldats, on nous promena avec les femmes et les petits enfants à travers la ville, au milieu des menaces et des lazzis de la foule. Ramenés à la gare, on nous empila dans des wagons de troisième et de quatrième classe, et on nous dirigea vers une destination inconnue. Des femmes et des enfants envoyés dans une autre direction, nous n'eûmes plus de nouvelles. En cours de route, je m'aperçus qu'on nous ramenait en Belgique.

« Voici quelques épisodes du voyage terrifiant auquel nous fûmes condamnés :

« Durant la nuit on faisait parfois stopper le train et toujours hors des gares. Le chef du train, circulant le long de la voie, criait en allemand :

la gare de Louvain — ils étaient là 2 500 — on les embarqua dans des wagons à bestiaux. Deux hommes qui essayèrent de s'échapper en route furent tués à coups de baïonnette. A Aix-la-Chapelle on les fait

« Fermez les fenêtres. » Mais lorsque celles-ci étaient fermées, le soldat qui nous surveillait à l'intérieur, ordonnait : « Ouvrez les fenêtres. » Alors un commandant passait le long des wagons et demandait : « Qui a désobéi ? » Le soldat désignait un des prisonniers placés près de la fenêtre et le commandant lui ordonnait de descendre. Lorsque les prisonniers ainsi désignés dans chaque wagon étaient descendus sur la voie, un piquet de soldats les cernait et le commandant donnait ordre de les fusiller. Cette scène se renouvela deux ou trois fois par nuit dans un voyage qui dura trois jours.

« On essayait de nous épouvanter par tous les moyens. En arrivant à Louvain, on nous annonça que nous serions fusillés. A ce moment la panique était telle parmi nous que le P. Eugène Schaffner (Alsacien français), supérieur des Pères de Sion à Louvain, me remit, en ma qualité d'étranger appartenant à un pays neutre, une enveloppe sur laquelle il griffonna au crayon ces quelques mots qu'il me pria, au cas où j'échapperais, de remettre à son frère, le P. Henri Schaffner, supérieur général des Pères de Sion à Paris, 69, rue Notre-

sortir ; les hommes sont d'abord séparés des femmes et on organise un simulacre d'exécution, désignant un homme sur quatre pour être fusillé. Puis on les promène dans les rues ; femmes et enfants leur crachaient à la figure. Un autre train les conduit ensuite jusqu'à un endroit à vingt minutes au delà d'Aix. Là on les parque dans un enclos à ciel ouvert, entouré d'une palissade. Ils y passent un jour et une nuit sans pouvoir se coucher. De nouveau on les entasse dans des wagons à bestiaux où il leur était défendu de s'asseoir, et, le cinquième jour après leur départ de Louvain, ils arrivent à

Dame-des-Champs : « Mon cœur à Dieu, ma vie « pour Dieu, adieu, cher Henri. Dimanche, « 31 août, trois heures et demie du matin. »

« Le lendemain, nous parvînmes à Bruxelles. Dans la gare du Nord nous fûmes interrogés et tous ceux qui n'appartenaient pas à des États avec lesquels l'Allemagne est en guerre, — c'était mon cas, — furent rendus à la liberté. On retint les autres et je ne sais pas ce qu'ils sont devenus. »

« B. I. »

Munsterlager. Durant tout ce temps, ils n'avaient reçu ni à manger ni à boire. A Aix, le témoin demanda un peu d'eau pour son enfant malade : on lui refusa en lui crachant à la figure. A Munsterlager les hommes furent séparés des femmes et des enfants. Le témoin ne revit plus sa femme avant le 6 décembre et n'eut aucune nouvelle ni d'elle ni de son enfant. A Munsterlager les malheureux reçurent à manger et à boire pour la première fois : de l'eau, du riz et du pain dur et rassis. Ce fut invariablement leur menu durant tout le temps de leur captivité. Ils étaient enfermés dans de grandes baraques à chacune desquelles se trouvait annexée une grange. Les prisonniers couchaient dans la grange sur la paille ; chacun n'avait qu'une couverture. Comme il n'y avait pas d'eau dans les baraques, ils restèrent six semaines sans pouvoir se laver. Beaucoup devinrent malades et furent internés à Magdebourg. Ils ne pouvaient ni

fumer, ni chanter, ni sortir des baraques. Ils n'avaient rien à lire.

Quand les premiers déportés rentrèrent à Louvain en octobre, l'hôpital Saint-Thomas en recueillit plusieurs dont les maisons avaient été saccagées. Il y avait dans le nombre une dame de soixante-douze ans et quatre petites filles de six, huit, dix et treize ans. Beaucoup portaient sur le dos, peinte à la couleur blanche, l'inscription : *Kriegs gefangener*. Des femmes nous racontèrent, étonnées, qu'en Allemagne le peuple s'était montré plus acharné contre elles et les enfants que contre les soldats prisonniers de guerre. Quand nous leur montrâmes le texte du télégramme de l'empereur Guillaume au président Wilson, elles comprirent (1).

(1) « Les cruautés commises dans cette guerre de guérilla, même par des prêtres, des femmes et des enfants, sur des blessés, des médecins et des ambu-



L'ordre intimé à la population de quitter la ville le 27 août était un ordre motivé, presque un conseil : les habitants devaient se mettre en sûreté, Louvain allant être bombardé à midi. La foule avait pris la menace au sérieux et considéré la fuite comme le moyen certain d'échapper à un danger immédiat. Elle ne se doutait pas que l'hypocrite sollicitude des Allemands cachait un piège et qu'au même moment les habitants d'une commune voisine étaient victimes d'une pareille fourberie (1).

lanciers, ont été telles que mes généraux ont été finalement obligés de recourir aux moyens les plus rigoureux pour châtier les coupables et de semer la terreur dans une population assoiffée de sang pour l'empêcher de poursuivre ses meurtres et ses horreurs. » (Extraits du télégramme de l'empereur Guillaume au président Wilson, publié le 8 septembre par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*.)

(1) « J'appris à Rotselaer des habitants enfermés

Nous entendîmes bien, entre midi et une heure, des détonations sourdes, espacées. A-t-on réellement tiré quelques coups de canon, où étaient-ce simplement des pans de murs que les Allemands avaient dynamités du côté de la gare? Nous n'avons pu le vérifier dans le champ de décombres des rues incendiées.

Dès onze heures, la ville ressemblait à un tombeau, et un silence de mort planait sur les rues désertes. C'était le décor prescrit pour le quatrième acte du drame : il n'y fallait point de spectateurs gênants.

Les acteurs s'étaient exercés déjà en dévalisant de-ci de-là, les jours précédents, les

avec moi dans l'église, que les Allemands avaient obligé la population du village à quitter les maisons sous prétexte qu'elle était en danger d'y être bombardée et qu'ils l'avaient placée dans l'église en l'assurant qu'elle y serait en sécurité. Tandis que le peuple se trouvait dans l'église, les Allemands pillèrent les maisons et brûlèrent le village. » — (Déposition du troisième témoin de Louvain dans le rapport de la Commission anglaise.)

maisons abandonnées. A présent ils allaient pouvoir opérer partout en grand et avec ensemble.

Le fait est que le pillage fut organisé méthodiquement, comme l'incendie, qui continuait d'ailleurs parallèlement.

On put s'épargner la peine d'enfoncer les portes, les habitants expulsés ayant reçu l'ordre de les laisser ouvertes. Une fois dans la maison, on avait vite fait de briser à coups de crosse les panneaux des garde-robes et de fracturer avec la pointe des baïonnettes les tiroirs des secrétaires. Les coffres-forts étaient plus durs à forcer, mais un outillage de cambrioleur peut en venir à bout. Le contenu des meubles était répandu sur le sol et chacun faisait son choix. Couverts d'argent, linge, œuvres d'art, jouets d'enfant, instruments de précision, tableaux, tout était bon à prendre. Ce que les pillards ne pouvaient emporter était déchiré, brisé, sali. Après, ils passaient par la cui-

sine et descendaient à la cave. Enfin, la panse et les mains pleines, ils portaient triomphalement à la gare le butin pris à l'ennemi. Que d'heureux les cadeaux allaient faire en Allemagne (1) !

Et cela dura huit jours, comme l'incendie. Les dernières maisons furent allumées rue Marie-Thérèse, le mercredi 2 septembre. Le même jour, dans la soirée, des soldats allemands ivres traînaient encore à la gare de lourdes valises remplies d'objets qu'ils venaient de voler, rue Léopold.



Quand nos derniers réfugiés nous eurent

(1) Les objets partaient en caisses bien emballées. Un de nos amis, de nationalité étrangère, put le constater à la gare du Nord de Bruxelles où l'autorité allemande lui avait permis de reprendre son bien, s'il le retrouvait. On a organisé en Allemagne « des ventes d'objets provenant de Belgique au profit de MM. les officiers », comme j'en ai lu l'annonce dans un journal colonais du mois d'octobre.

quittés, le jeudi matin 27 août, nous éprouvâmes tout d'un coup à Saint-Thomas une impression étrange d'isolement. Tous les voisins avaient fui ; la garde de l'hôpital même était partie. Du dehors ne nous arrivait que le craquement sinistre de l'incendie, s'acharnant à son œuvre de destruction.

Le ciel restait obstinément jaune et le jour blafard. L'imminence du bombardement répandait l'angoisse sur les visages décomposés par l'insomnie. Sous la pluie de papier brûlé qui tombait toujours, les brancardiers couraient d'un local à l'autre, portant sur les épaules des matelas et des planches : ils bouchaient les fenêtres basses des sous-sols où l'on avait péniblement descendu les blessés, pour les mettre à l'abri des bombes.

Médecins, infirmières et brancardiers demeurèrent toute l'après-midi du jeudi près de ces malheureux, tâchant de les réconforter et de leur faire prendre patience.

Vers quatre heures, l'un d'eux succomba dans une crise tétanique. Nous creusâmes sa fosse dans le jardin.

Les heures passaient lentement dans l'attente du retour des expulsés. Où étaient-ils allés? Qu'avait-on fait d'eux? — Nous évitions de poser la question à haute voix, car chacun comptait parmi les disparus des amis ou des parents.

La nuit fut plus lugubre encore que les deux précédentes. Les blessés eux-mêmes la passèrent dans les caves, couchés par terre sur des matelas serrés les uns contre les autres. De pauvres chandelles fixées sur des bouteilles éclairaient tristement ces dortoirs humides et sombres. Par intervalles on entendait au loin l'écho de voix avinées : des pillards hurlaient là-bas le *Wacht am Rhein*.

*
* *

Le vendredi 28 août, des problèmes im-

prévus se posèrent, dont certains réclamaient une solution urgente.

Les administrateurs et les médecins de l'hôpital qui n'avaient pas pris part la veille à l'exode général, avaient la plupart amené et gardé près d'eux femme, enfants et domestiques. Plusieurs de nos infirmières et de nos brancardiers étaient déjà sans toit. Et il ne s'agissait d'ailleurs plus de s'aventurer dans les rues où l'on risquait d'attraper un coup de fusil ou de tomber aux mains des Prussiens. En quelques heures il s'était formé ainsi, dans l'oasis de Saint-Thomas, une communauté très originale d'une centaine de personnes de tout âge et de toute condition. Ce n'était pas une famille, car plusieurs ne se connaissaient même pas la veille. Ce n'était pas non plus un couvent : les uns étaient catholiques, d'autres incroyants, et il se trouvait dans le nombre une dizaine de bébés qui n'eussent pas été en âge de prononcer

des vœux, pas même celui d'obéissance.

Il fallait organiser la vie de la communauté, la loger, la nourrir. Avec de la bonne humeur, du sens pratique et de l'énergie on vient à bout de tout.

Les locaux étant vastes, chacun eut rapidement son gîte et au moins un matelas pour la nuit : les lits étaient réservés aux blessés, réinstallés dans leurs salles. On décida ensuite qu'il y aurait une table commune. Tous s'y retrouvaient matin, midi et soir, dans un coude à coude fraternel. Après le souper on récitait dans le réfectoire même le rosaire, les litanies de la Sainte-Vierge et le *Parce Domine*.

Mais tout était venu à nous manquer à la fois : l'eau, la lumière, le pain. La distribution d'eau ne fonctionnait plus : la chaleur avait fait éclater les conduites dans les rues incendiées et la pression était devenue insuffisante. Plus d'éclairage au gaz ni à l'électricité : le personnel des deux usines

avait été expulsé et la canalisation détruite en maints endroits. Enfin la provision de pain achetée le 19 était épuisée et il ne restait pas un boulanger en ville.

Une équipe de brancardiers fut chargée d'aller tous les matins puiser de l'eau dans les maisons du voisinage qui possédaient des citernes.

En même temps que de l'eau, ils nous rapportèrent des chandelles pour éclairer le réfectoire et les salles. Quelques jours plus tard nous trouvâmes dans une quincaillerie des lampes à pétrole, et un étudiant en philosophie fut promu lampiste.

Aux premiers repas on s'était contenté de riz. Mais bientôt un étudiant en droit se fit fort de nous procurer du pain. Il passa le mur du boulanger voisin, alluma le four, pétrit la farine sans levure ni levain et la laissa chauffer pendant quelques heures. Le lendemain matin il nous servit triomphalement des disques aplatis, une espèce

de pétrification brune qu'on cassait à coups de marteau avant de la faire tremper dans le café.



Dans la soirée du vendredi, vers cinq ou six heures, nous entendîmes soudain du côté de la gare le crépitement de la fusillade. Nul n'en pouvait deviner la cause. Depuis la veille le canon s'était tu et l'armée belge devait s'être retirée; en ville, après l'expulsion, il ne restait plus d'habitants à massacrer. Que pouvaient signifier ces détonations?

Une heure après, nous en eûmes l'explication. Deux soldats allemands sonnaient à la grille. Ils apportaient sur un brancard une femme d'environ vingt-cinq ans et sa petite fille de trois ans. L'un d'eux pleurait, l'autre semblait ému et gêné. « C'est affreux, nous dit le premier, ce n'est plus la guerre. » La femme avait une balle dans

le côté et, au-dessous du genou droit, une horrible blessure : le projectile avait déchiré les muscles et fracassé l'os effroyablement. L'enfant avait une balle dans le genou. La femme, Émilie Janssens, avait été chassée d'Aerschot avec quelques centaines de ses concitoyens ; les soldats allemands leur avaient dit qu'ils allaient être embarqués à Louvain dans un train et déportés en Allemagne comme prisonniers de guerre. Tandis que le troupeau humain attendait rue de la Station, brusquement, sans motif, les soldats allemands se mirent à tirer dans le tas. Il y eut des tués et des blessés, parmi lesquels Émilie Janssens et son enfant (1). Les médecins de Saint-Thomas — les docteurs Tits, Paul Debaisieux, Boine et de Coninck — décidèrent l'amputation immé-

(1) Voir dans le rapport de la Commission anglaise, au chapitre consacré à Aerschot, les dépositions des témoins 7, 15, 21, 24, 25, 41 et 45. Le témoin 25 fait allusion à Émilie Janssens.

diate de la jambe. Ils opérèrent à la lueur de l'incendie et à la lumière de trois chandelles : leurs maisons à tous les quatre étaient en feu à ce moment. Sur une autre table de la salle d'opérations, le docteur Noyons examinait l'enfant ; la balle, logée dans le genou, ne put être extraite ; la petite restera estropiée.



Une heure après, on nous apporta une autre victime : un petit garçon de sept ans qui portait une large blessure à l'omoplate gauche. Il était du village de Herent et nous raconta qu'avant de le blesser lui-même, les Allemands avaient tué sous ses yeux son père et sa mère et incendié leur maison. Le pauvre petit fut recueilli deux mois plus tard par les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.



L'hôpital Saint-Thomas avait déjà donné asile à plusieurs femmes blessées. Leur nombre augmenta encore les jours suivants.

Une sœur franciscaine allemande vint nous prévenir le samedi qu'il était resté des femmes malades ou blessées dans des maisons abandonnées, notamment rue Jean-Stas et chaussée de Tirlemont; les incendiaires continuant toujours leur œuvre criminelle, il était à craindre que ces malheureuses ne fussent brûlées vives. Munis de civières et d'un petit drapeau de la Croix-Rouge nous allâmes procéder au sauvetage. Les bandes d'incendiaires et de pillards nous regardaient passer curieusement.

A la porte de Tirlemont, deux cochons erraient dans les décombres. Dès que nous eûmes terminé l'installation des malades, nous retournâmes à la recherche des deux

bêtes. Un professeur de droit et un professeur de mathématiques réussirent à les capturer, — mais que d'efforts et d'ingéniosité il fallut déployer avant de les amener à Saint-Thomas ! Un brancardier s'improvisa boucher et tua immédiatement un des deux porcs ; le lendemain, le riz fut remplacé à table par des pommes de terre au lard.

Quelques jours plus tard, un paysan vint nous dire que ses deux cochons avaient disparu ; il demandait à voir les nôtres ; mis en présence du survivant, il le contempla longuement, hocha la tête et dit : « Non, ce n'est pas le mien. »



Il se produisait ainsi, au milieu de l'épouvantable tragédie de feu et de sang, des incidents imprévus qui détendaient les nerfs. Un matin — je crois que c'était le samedi — nous arriva un ancien élève de l'Institut

supérieur de Philosophie, un Hollandais, M. Roels, nommé récemment professeur de psychologie expérimentale à Toronto. Il s'était fiancé à Louvain pendant ses études et devait se marier le samedi 29 août. Arrivé de Hollande à Louvain, la veille au soir, par un train militaire, il avait été retenu à la gare; plusieurs fois pendant la nuit il y entendit des coups de feu : les soldats allemands lui dirent qu'ils venaient de fusiller des civils. On juge de sa stupeur quand il trouva Louvain désert, des quartiers entiers en feu et la maison de sa fiancée, vide. Quelques jours après, nous le revîmes au bras de sa femme : il venait faire ses adieux à ses anciens professeurs avant de partir pour le Canada.



Le lundi 31 août, un petit groupe entrait à Saint-Thomas : d'abord deux de

nos brancardiers poussant une civière roulante, sur laquelle était étendue une jeune femme; puis une bonne portant un bébé; enfin une dame âgée soutenue par deux hommes tête nue et en pantoufles. C'étaient le professeur Thoreau, sa femme, son enfant et ses beaux-parents, M. et Mme Lebbe. Nous croyions qu'ils avaient péri dans l'incendie de leur maison le mardi précédent (1), et voici qu'ils nous arrivaient — tous vivants, y compris la jeune mère et son enfant — mais dans quel état!

Le mardi soir, quand les soldats allemands enfoncèrent leur porte, ils se trouvaient réunis au premier étage. Les deux hommes descendirent la jeune femme par l'escalier de service dans la cave. Mme Lebbe et la bonne suivirent avec l'enfant. Une demi-heure après, la maison était en flammes. Dans la cave les tuyaux de la con-

(1) Voir plus haut, p. 57.

duite d'eau éclatèrent. L'incendie au-dessus d'eux, l'inondation en dessous, la mort à l'entour! Pour se nourrir, ils avaient un pain et demi. Et leur captivité dura du mardi au lundi suivant. Ils restèrent à Saint-Thomas quatre semaines et réussirent alors à passer en Angleterre.

Six mois après, Mgr Deploige raconta en ma présence le miracle de leur sauvetage à René Bazin. « L'histoire, nous dit M. Bazin, a une suite : le frère de Mme Thoreau, qui est missionnaire lazariste en Chine, le Père Vincent Lebbe, a narré l'aventure de Louvain à ses chrétiens chinois. Ceux-ci — des pauvres, très pauvres — ont, à l'insu du missionnaire, fait une quête entre eux et envoyé deux mille francs aux réfugiés belges. »

Il y aurait un joli parallèle à établir entre la barbarie chinoise et la kultur allemande...

## CHAPITRE IV

### APRÈS LA SEMAINE TRAGIQUE

Le jeudi 27 août, nous était arrivé à midi un nouvel hôte inattendu : l'avocat Marguery, secrétaire communal de Louvain. Le digne vieillard, pris la veille dans une rafle, avait passé la nuit sur le pavé devant la gare ; relâché dans la matinée, il trouva un abri momentané chez le directeur de la prison. C'est de là qu'il écrivit à Mgr Deploige pour demander asile à Saint-Thomas. Une demi-heure après il était parmi nous, très heureux d'y rencontrer aussi son ami, l'échevin Schmit.

Marguery était anxieux du sort de Louvain. Le bourgmestre avait passé en Hollande, sa vie n'étant plus en sûreté ; les

échevins, sauf un, avaient fui ; les membres du conseil communal étaient dispersés ; toutes les autres autorités avaient disparu ; — et voici que la ville se trouvait condamnée à l'incendie et livrée au pillage. Qui pourrait la sauver de l'anarchie et d'une ruine totale ?

M. Marguery pensa au petit groupe d'hommes — des professeurs de l'Université catholique pour la plupart — qui dirigeaient l'hôpital Saint-Thomas. Ils n'appartiennent pas au parti politique qui administre la ville de Louvain, mais M. Marguery était persuadé qu'ils ne refuseraient pas de prendre les responsabilités de l'autorité, et lui-même eût l'âme assez haute pour demander leur concours. Dès le jeudi après-midi, Mgr Deploige, le chanoine Thièry et le professeur Nerincx se réunirent avec M. Marguery et M. Schmit au secrétariat de Saint-Thomas pour chercher ensemble le moyen d'arrêter la des-

truction de la ville, d'y rétablir l'ordre, d'y ramener les habitants, d'y faire renaître la vie.

On décida d'abord de former un *Comité de notables*. En l'absence de toute autorité régulière, ce comité aurait assumé provisoirement la tâche dévolue par la loi au conseil communal. Mission délicate, difficile et, à ce moment-là, singulièrement dangereuse. Le personnel de Saint-Thomas — directeurs, administrateurs, médecins — l'acceptèrent pourtant sans hésiter.

Il fallait ensuite entrer en relations avec la *Kommandantur* pour lui notifier l'existence du nouvel organisme communal et obtenir qu'elle mît fin à l'incendie et au pillage. L'échevin Schmit semblait seul qualifié pour faire cette démarche. Mais il était dans des transes mortelles : sa femme et ses enfants avaient été saisis par les Allemands, entraînés du côté de la gare, on ne savait dans quelle direction. Il eût été inhu-

main de l'empêcher de se mettre à leur recherche. Il partit donc le dimanche ou le lundi, après avoir délégué ses pouvoirs au professeur Nerincx, et celui-ci entama les pourparlers avec le major von Manteuffel.

Le lundi 31 août, fut rédigée à Saint-Thomas une proclamation à la ville de Louvain. Elle notifiait aux habitants que l'autorité allemande avait promis d'arrêter l'incendie et le pillage; elle rappelait quelques ordonnances édictées précédemment et invitait la population à rentrer pour reprendre ses occupations habituelles. L'affiche était signée par M. Nerincx, professeur à l'Université catholique et bourgmestre provisoire, et par les membres du *Comité des notables* : MM. le docteur Boine; le Père capucin Valère Claes; le docteur Paul Debaisieux, professeur à l'Université; le docteur de Coninck; Charles de la Vallée Poussin, professeur à l'Université; Mgr Deploige, professeur à l'Université;

l'ingénieur Pierre Helleputte; le chanoine Thièry, professeur à l'Université; le docteur Tits; Léon Verhelst, professeur à l'Université. Des brancardiers de Saint-Thomas distribuèrent l'affiche à Tirlemont, à Bruxelles et dans d'autres communes où l'on supposait qu'une partie de la population se trouvait réfugiée.

Le mardi 1er septembre, à dix heures du matin, le Comité des notables se réunit pour la première fois à l'Hôtel de Ville. Il avait devant lui une tâche singulièrement ardue. Depuis huit jours tous les services communaux étaient suspendus, le personnel de l'administration et de la police avait disparu, des rues entières n'étaient plus qu'un amas de ruines fumantes, quantité de maisons avaient été saccagées et restaient ouvertes aux pillards, des milliers d'habitants allaient se trouver sans abri et sans pain.

Le nouveau bourgmestre et ses collègues

se mirent à l'œuvre avec sang-froid et méthode, et en quelques heures leur énergie eut pourvu aux besoins les plus urgents. Quelques centaines d'habitants étaient rentrés en ville; avec l'aide des plus résolus, M. Nerincx organisa le jour même un corps de police volontaire. Le docteur Tits prit la direction de l'état civil. Le chanoine Thièry mit en sûreté les œuvres d'art et les objets précieux qui restaient encore à Saint-Pierre et s'occupa immédiatement de faire établir sur l'église une toiture provisoire. L'architecte Vingeroedt fut chargé de former des équipes d'ouvriers pour déblayer les rues et démolir les murs qui menaçaient ruine. Le professeur de la Vallée fit le relevé des maisons incendiées. M. Pierre Helleputte, qui dirigeait depuis le début de la guerre le corps des brancardiers de Saint-Thomas, assuma la lourde tâche d'assurer le ravitaillement de la population et d'organiser la distribution des secours aux sinistrés et aux indigents.



Il importait aussi de ne pas laisser plus longtemps sans sépulture les cadavres qui se décomposaient sur la voie publique et dans les maisons. Deux brancardiers de l'hôpital Saint-Thomas, le Père capucin Valère Claes et l'architecte Lucien Speder, se dévouèrent à relever les corps, à les identifier et à les transporter au cimetière. Ils ramassèrent d'abord ceux que les Allemands avaient assassinés dans les rues et sur les boulevards : ils en ont trouvé un jour vingt et un dans la fosse d'aisances d'une maison en construction au coin de la rue Marie-Thérèse et du boulevard de Tirlemont. Puis ils retirèrent des décombres ceux qui avaient péri dans l'incendie ; parfois les corps étaient carbonisés et l'identification devenait impossible. Plus tard, ils exhumèrent ceux qui n'avaient reçu qu'une

sépulture provisoire : vingt-sept dans le square devant la gare et dix-neuf à l'hôpital Saint-Pierre, rue de Bruxelles. Pendant qu'ils se dévouaient héroïquement à leur œuvre de miséricorde, le major von Manteuffel était venu les complimenter : « Vous faites là, leur dit-il, un ouvrage utile. » — « Il eût mieux valu que vous nous l'eussiez épargné », lui répondit le capucin.



Tout faillit se gâter le mercredi 2 septembre. Des soldats allemands se remirent à piller et, ce qui est pire, ils incendièrent trois maisons dans la rue Marie-Thérèse et une autre dans la rue Léopold. Une vigoureuse protestation, accompagnée d'une menace de démission, aboutit à une promesse formelle de répression contre les fauteurs de toute nouvelle tentative d'incendie ou de pillage.

Le Comité des notables, assisté des premiers conseillers communaux qui rentrèrent en ville : le docteur Janssens et M. Fritz Hollanders, put dès lors reprendre et poursuivre sans nouvel incident son rude labeur.



Le bourgmestre provisoire déployait une activité tenace. Plus d'une fois même sa sollicitude fut amenée à s'étendre aux communes voisines. Dans les villages de la banlieue de Louvain, ravagés par l'incendie, la désorganisation restait, en effet, complète; les représentants de l'autorité, s'ils n'avaient pas été fusillés ou emmenés en Allemagne, étaient en fuite. Quand les habitants abandonnés à eux-mêmes surent qu'une administration belge était rétablie à Louvain, ils vinrent d'un peu partout demander au nouveau bourgmestre conseil et secours.

Beaucoup de ces paysans étaient préoccupés du paiement des « bons de réquisition » que les Allemands leur avaient remis en emmenant leur bétail. Ne comprenant pas l'allemand, ils demandaient ce que valaient leurs papiers. Pour deux chevaux qu'on leur avait pris, ils avaient reçu un « Bon pour deux lapins » ; pour trois vaches, un « Bon pour trois seaux d'eau », ou un « Bon pour être fusillé » ...



Les rares témoins qui ont, comme nous, erré à travers Louvain en ces premiers jours qui suivirent le sac, n'oublieront jamais cette vision de cataclysme. Il était presque impossible de passer par certaines rues obstruées de débris : façades écroulées, balcons effondrés, réverbères renversés, poutrelles de fer tordues, coffres-forts béants s'amoncelaient en un désordre sau-

vage sur toute la largeur de la voie. Par moments le vent soulevait de ces ruines encore chaudes une aveuglante poussière de cendres. Une odeur nauséabonde de pourriture et de brûlé vous poursuivait obstinément, et trop souvent on se heurtait au cadavre d'un fusillé ou à la carcasse d'un cheval mort. De rares passants, déroutés par l'aspect catastrophique des choses, cherchaient dans le fouillis des ruines l'emplacement de leur foyer anéanti. D'autres grattaient les cendres avec le fol espoir d'y retrouver quelque souvenir aimé, abandonné dans la fuite éperdue le jour de l'expulsion. Près de l'Hôtel de Ville, les soldats allemands, criant *Hoch dem Kaiser* et chantant *Deutschland über alles*, se soûlaient de champagne au son d'un violon.



Mille quatre-vingt-quatre maisons avaient

été incendiées sur le territoire de la commune de Louvain, quatre cent quarante dans la commune voisine de Kessel-Loo et quatre-vingt-cinq dans celle d'Heverlé qui font, l'une et l'autre, partie de l'agglomération louvaniste. A Louvain même, la torche des incendiaires semblait s'être promenée méthodiquement dans trois directions : d'abord aux alentours de la gare et tout le long de la voie ferrée. Puis, dans le quartier riche habité par les professeurs de l'Université : la place du Peuple et les rues adjacentes, spécialement la rue Léopold. Enfin, au cœur de la cité, c'est-à-dire autour de l'église Saint-Pierre et, jusqu'à des distances variables, dans chacune des rues qui rayonnent de la place de l'Hôtel-de-Ville.

Outre les habitations privées, l'incendie avait détruit l'église Saint-Pierre, les Halles universitaires, le Palais de Justice, l'Académie de Beaux-Arts, le Théâtre, l'École

commerciale et consulaire de l'Université.

Notre première visite, le mardi 1er septembre, fut pour l'église Saint-Pierre. Du dehors on pouvait constater déjà que le clocher et la toiture étaient complètement détruits. A l'intérieur le spectacle était désolant : les débris de la voûte effondrée et des cloches fondues jonchaient le pavement ; des bûchers avaient été allumés dans chacune des chapelles latérales de la grande nef centrale et tout leur contenu, mobilier et tableaux, était anéanti ; au milieu du chœur un autre bûcher formé de chaises entassées avait abîmé le maître-autel et endommagé le tabernacle. Les célèbres tableaux de Bouts — *la Dernière Cène* et *le Martyre de saint Érasme* — se trouvaient dans une des chapelles qui entourent le chœur. Si le feu s'était propagé jusque-là, ces chefs-d'œuvre eussent été perdus. Ils ne furent, en effet, enlevés de l'église qu'après l'incendie, le jeudi 27 août : je tiens le fait

de la bouche même du lieutenant Telemann, l'adjoint du major von Manteuffel, qui les fit porter ce jour-là à l'Hôtel de Ville. La massive porte en chêne de la sacristie avait été forcée et les meubles qu'elle contient, fracturés.

Escaladant des monceaux de décombres, nous dirigeâmes ensuite nos pas vers les Halles universitaires. Ici, la ruine était complète. De l'énorme bâtiment il ne subsistait que quelques pans de murs. Dans le grand hall du rez-de-chaussée, les colonnes qui soutenaient la voûte maintenant écroulée, émergeaient à peine des cendres encore incandescentes de ce qui fut la bibliothèque de l'Université catholique. Pas un livre, pas un manuscrit n'avait été sauvé. La galerie des bustes, la collection des tableaux, les archives, tout était anéanti (1).

(1) La bibliothèque de l'Université de Louvain possédait une collection de neuf cent cinquante manuscrits; plusieurs dataient du douzième siècle

Nous avons appris plus tard que le feu fut mis à la bibliothèque le mardi 25 août, entre dix heures du soir et minuit. Il n'y avait alors, dans les Halles, que le concierge, sa femme et leurs petits enfants, et quinze cavaliers allemands qui étaient venus l'après-midi installer leurs chevaux dans le

et contenaient les spécimens les plus rares d'écritures. La collection des incunables — huit cents à mille — était une des plus précieuses de l'Europe; on y rencontrait les plus beaux exemplaires sortis des presses de Jean de Westphalie. Les fonds des vieux imprimés formaient un ensemble unique dont la reconstitution est impossible. Le nombre total des volumes s'élevait à plus de deux cent cinquante mille. On conservait en outre dans les armoires des souvenirs précieux de l'ancienne Université, notamment la Bulle de fondation de l'Université (1425), le Livre d'or contenant les signatures d'un grand nombre d'hommes illustres, une quantité de gravures et de miniatures et une superbe collection de reliures flamandes du seizième siècle. On trouvera d'intéressants détails dans le volume que vient de publier le savant bibliothécaire de l'Université de Louvain, le professeur Paul Delannoy : *L'Université de Louvain*. Six conférences faites au Collège de France. Paris, A. Picard, 1915.

grand hall du rez-de-chaussée. Quand la fusillade commença, les cavaliers décampèrent avec leurs chevaux en disant au concierge que les Français arrivaient. A minuit, le concierge constata que la bibliothèque était en feu...

*
* *

Le mardi 1er septembre, nous reçûmes à Saint-Thomas la visite d'une personnalité allemande bien connue : le docteur Sonnenschein, de München-Gladbach. Accompagné de deux Hollandais, le docteur Poels et M. Koster, il venait faire une enquête chez ses compatriotes de la *Kommandantur* sur les événements de Louvain. Ce qui le préoccupait, c'était de savoir la vérité sur le rôle attribué au clergé catholique par certains journaux allemands. Quelques jours après sa visite, nous lûmes dans la *Kolnische Volkszeitung* le résultat de son enquête : « Il serait injuste, écrivait-il, d'im-

pliquer l'Université et le clergé dans les troubles de Louvain. Les étudiants étaient en vacances; la plupart des professeurs aussi ; ceux qui étaient restés se dévouèrent au soin des blessés, aussi bien des Allemands que des Belges. Quant aux prêtres et aux religieux, loin d'exciter la population, ils n'ont fait que prêcher le calme. Au surplus dans aucune église on n'a trouvé des armes; d'aucun clocher on n'a tiré un coup de feu (1). »



Le 4 septembre se présenta à Saint-Thomas le docteur Georg Berghausen, officier d'artillerie et médecin militaire, du 2e bataillon d'infanterie de Neuss.

Il demanda de pouvoir emprunter l'auto

(1) Feuilleton intitulé *In Löwen* et signé : docteur Sonnenschein, dans la *Kölnische Volkszeitung* du 10 septembre 1914.

dont M. Léon David avait fait don à l'ambulance le 13 août (1) ; il devait, dit-il aux docteurs Tits et Noyons, visiter des blessés à Diest et à Aerschot. L'auto lui fut prêtée mais ne revint point. Interpellé le lendemain, il s'excusa en disant qu'un officier supérieur en grade avait trouvé l'auto à sa convenance et se l'était appropriée. La semaine suivante, il donna, en échange de la magnifique voiture de M. Léon David, une autre machine, tout usée et sans valeur.

L'histoire fut racontée plus tard, en octobre, au médecin de la garnison, le docteur Ohren, de Düsseldorf. Après en avoir référé à la *Kommandantur*, le docteur Ohren conseilla à la direction de l'hôpital Saint-Thomas de présenter une réclamation. Aucune réponse écrite ne fut faite à la réclamation ; mais le docteur Ohren voulut bien expliquer verbalement pourquoi il fallait

(1) Voir plus haut, page 10.

renoncer à l'espoir d'un dédommagement.

Léon David, — lui assurait-on à la *Kommandantur,* — avait été exécuté le mardi soir 25 août, et on avait trouvé sur le mort un testament, daté de la veille, par lequel il léguait son auto à l'hôpital Saint-Thomas. Ce testament, poursuivait-on, était sans valeur; car, Léon David ayant été condamné à mort par l'autorité militaire, tous ses biens revenaient de droit à l'empire allemand...

Le docteur Ohren nous a toujours fait l'effet d'un parfait honnête homme. Mais il n'est pas juriste et la théorie de la confiscation ne lui parut pas extraordinaire. Je me contente de la signaler à ceux qui écriront l'histoire juridique de l'occupation allemande en Belgique.

Le docteur Ohren ne se trouvait pas non plus à Louvain le 25 août et il était excusable d'ignorer les circonstances de la mort de M. Léon David.

La vérité est que Léon David a été assassiné purement et simplement, le mardi 25 août, vers dix heures du soir, en même temps que son père et son domestique. Il n'y eut ni instruction, ni jugement, ni condamnation. Le malheureux, arraché de son hôtel, fut fusillé sur le trottoir de la maison Desaeger qui, ayant été incendiée, s'écroula dans la nuit. Le corps de Léon David ne fut dégagé d'en dessous les décombres qu'une douzaine de jours plus tard. Faut-il ajouter qu'on ne trouva sur lui aucun testament? L'auto avait d'ailleurs été donnée en pleine propriété à l'hôpital Saint-Thomas depuis le 13 août.

Les circonstances de la mort de Léon David, que nous connaissions déjà, ont été racontées récemment par deux témoins : d'une part, par le docteur Berghausen lui-même ; de l'autre, par la servante de David. On lira avec intérêt les deux dépositions

dont nous reproduisons en note les parties essentielles (1).



Du 11 au 14 septembre le canon tonna de nouveau dans le voisinage immédiat de Louvain. La garnison d'Anvers faisait une

(1) Voici d'abord la déposition du docteur Berghausen publiée dans le Livre blanc allemand : « Passant par la rue de la Station, je vis, le mardi soir, vers dix heures, près du monument de Juste Lipse, un soldat allemand tué, gisant à terre. Ses camarades me dirent que le coup était parti de la maison de M. David-Fischbach. J'enfonçai la porte de la maison et rencontrai d'abord le vieux David-Fischbach. Je lui demandai raison du meurtre du soldat allemand. Il déclara qu'il ne savait rien. Là-dessus son fils, le jeune David-Fischbach, descendit les marches du premier étage et un vieux domestique sortit de la loge du portier. J'emmenai de suite père, fils et domestique. A ce moment s'éleva dans la rue un tumulte : de maisons situées plus loin, on tirait sur les soldats et sur moi. Je perdis de vue, dans l'obscurité, David-Fischbach, son fils et son domestique... Quelques minutes plus tard je vis le vieux David-Fischbach fusillé, gisant devant la statue. Je conjecturai que les

seconde sortie. Les ambulanciers allemands ne tardèrent pas à nous amener leurs compatriotes tombés sur le champ de bataille.

Il était de règle à Saint-Thomas de ne faire aucune distinction entre les blessés ; tous étaient traités avec la même charité quelle que fût leur nationalité. Quand les premiers blessés allemands nous arrivèrent

camarades du soldat tué avaient infligé son châtiment au propriétaire de la maison... » (Voir : *Die völkerrechtswidrige Führung des belgischen Volkskriegs*. — Auswärtiges Amt. Berlin, 10 mai 1915, p. 259.)

La servante de David a raconté, d'autre part, devant la Commission d'enquête anglaise, comment ses maîtres furent assassinés :

« Le 25 août 1914, raconte la servante, nous soupâmes comme d'habitude à huit heures dans la maison de mon maître. A neuf heures environ, mon maître alla au lit; son fils, qui dormait dans la même chambre que son père, alla aussi se coucher. Les autres domestiques de la maison et moi nous allâmes au lit à neuf heures et demie environ. Par ordre des soldats allemands, les portes de la maison furent laissées ouvertes et les lumières allumées. Très peu de temps après que je fus entrée dans ma chambre à coucher, je vis des flammes

le vendredi 11, infirmières et brancardiers s'empressèrent de leur donner des soins et les médecins restèrent sur pied une bonne partie de la nuit. De même le lendemain et la nuit suivante.

Le dimanche soir, un sous-officier allemand nous dit qu'il restait encore des blessés — des Belges — et que nous pouvions

qui s'élevaient d'une maison toute proche. J'allai éveiller mon maître et son fils. Comme ils descendaient les escaliers, ils furent saisis par des soldats allemands, liés et emmenés. Je ne vis pas ce qui se passa au dehors, car pendant ce temps j'étais allée dans la cuisine; mais un homme que je connais, me dit que mon maître et son fils se mirent à genoux devant la porte et que les soldats allemands les tuèrent tous deux. Mon maître fut tué à coups de baïonnette et de fusil et son fils fut fusillé. L'enterrement de mon maître et de son fils eut lieu treize jours après qu'ils eurent été assassinés. Ils ne purent pas être enterrés plus tôt, parce qu'une maison voisine s'étant écroulée après l'incendie, on n'avait pu dégager les corps. » (Voir la déposition du quatorzième témoin de Louvain dans : *Report of the committee on alleged german outrages, presented to Parliament by command of His Majesty.* Londres, 1915. 2 volumes.)

aller les chercher. La vieille auto fut mise en marche ; on trouva encore en ville une ou deux charrettes et on partit pour Wyg-mael. Les morts allemands étaient déjà enterrés ; les nôtres gisaient encore dans la boue. Ceux de nos blessés qui n'avaient pas succombé depuis quarante-huit heures aux privations et à l'hémorragie, étaient dans un état pitoyable ; quelques-uns s'étaient traînés dans les fossés pour se mettre à l'abri des balles ; d'autres avaient été transportés dans des étables. Il y en avait cinq étendus dans une porcherie sur le fumier ; deux d'entre eux, le commandant Hutsebaut et un lieutenant furent hissés dans l'auto. A l'arrivée à Saint-Thomas, le commandant Hutsebaut était mort. Le lendemain matin on retourna de bonne heure près des trois autres ; ils avaient cessé de vivre.



Deux anecdotes montreront comment les autorités militaires allemandes savaient à l'occasion témoigner leur estime et leur reconnaissance à ceux qui prodiguaient leur dévouement aux blessés.

Le 1er octobre, à cinq heures du matin, huit soldats commandés par un sergent entraient bruyamment à Saint-Thomas et demandaient au brancardier de garde de les conduire chez le docteur Tits, médecin principal de l'ambulance. Ils pénétrèrent dans sa chambre, l'obligèrent à se lever et à s'habiller en leur présence, puis, baïonnette au canon, l'emmenèrent comme un malfaiteur à la *Kommandantur*. Il était pris comme otage en même temps que cinq autres habitants de Louvain, parce que la veille la voie ferrée avait été coupée dans les environs de Louvain, on ne sait par qui. Une énergique

réclamation fit relâcher le docteur Tits une heure après, mais le Père Claes, l'héroïque fossoyeur, dut aller prendre sa place.

Quelques semaines plus tard, vers le 20 novembre, le docteur Tits demanda un passeport pour la Hollande. Le 28 août, tandis qu'il soignait leurs blessés à Saint-Thomas, les Allemands avaient brûlé sa maison ; sa femme et ses enfants avaient dû chercher un refuge en Hollande ; mais lui-même était resté au poste et depuis trois mois il se dévouait jour et nuit à l'ambulance. Sa femme attendait un enfant vers le 10 décembre. Il demandait donc de pouvoir aller la retrouver. Le passeport lui fut impitoyablement refusé.



Après la terrible secousse de la dernière semaine d'août, Louvain revenait peu à peu à la vie. C'était comme le réveil après

un cauchemar. Petit à petit les nouvelles du pays filtraient malgré l'occupation allemande : de partout venaient des rumeurs de massacre et de destruction. Mais de la lutte prodigieuse engagée là-bas en France et dont nous nous sentions l'enjeu, nous ignorions tout. Aux proclamations officielles des victoires allemandes, la population opposait un scepticisme absolu, tandis que les nouvelles les plus fantaisistes sur les mouvements des troupes alliées maintenaient la confiance.

L'hôpital Saint-Thomas, dont personne n'eût pu prévoir la destinée, était devenu le centre de la cité. Après avoir reçu sept cents blessés belges, français et allemands et les avoir sauvés ou soulagés par la science de ses médecins et l'abnégation de ses infirmières, il avait préservé tout un quartier de la ville rien qu'en restant au poste, si je puis dire, à l'heure critique ; — puis, dans la ville abandonnée il avait suscité les

hommes qui rétablirent l'ordre; — aujourd'hui, après que toute la vie de Louvain s'y fut réfugiée pendant quelques jours, il restait encore le foyer de la patience et du courage.

La bataille du 11 au 14 septembre, qui ramena les troupes belges tout près de Louvain, avait rempli l'ambulance. Après les journées tragiques, ce flux de misères à soulager fit circuler une vie intense dans tous les membres de l'organisme. On n'imagine pas ce qu'il fallut d'ingéniosité et de hardiesse pour reconstituer tous les services, dans la pénurie presque totale où nous nous trouvions. Nul ne resta oisif. Chacun avait son poste et sa besogne : dans la salle d'opérations, à la lingerie, au réfectoire, au secrétariat.

D'autre part la communauté laïque, que dans un jour de tempête la pitié avait formée autour de nos blessés, s'était établie à demeure et tant bien que mal dans cet

hôpital qui lui-même avait été improvisé. Rien ne rapproche les âmes comme les épreuves endurées en commun, source intarissable d'entr'aide et de charité réciproque. Deux mois avaient suffi pour faire de la communauté rassemblée par un hasard tragique une famille très unie. Les exigences étaient médiocres et chacun avait pu se créer à très bon compte un petit intérieur que la bonne humeur rendait confortable. Le soir, après le souper et la prière dite en commun, on se réunissait en « clubs » pour deviser sur les dernières nouvelles.

Le 28 octobre, tout le monde s'était entendu pour faire de la fête patronale des deux fondateurs de l'hôpital, une cordiale fête de famille. Il y eut de la musique, des vers, des fleurs et M. Marguery fit un petit discours bien pensé et encore mieux senti qui réveilla l'émotion commune.

A Malines le cardinal Mercier avait aussi

pensé à la fête. Il arriva à l'improviste, en auto, l'après-midi. C'était la première fois qu'il revoyait Louvain depuis la guerre. Il visita d'abord notre hôpital où il eut peine à retrouver l'Institut supérieur de Philosophie qu'il avait fondé il y a vingt-cinq ans avec Deploige et Thièry.

Puis, avec nos deux directeurs, il parcourut à pied les rues éventrées. La physionomie de la ville était infiniment triste. Beaucoup de façades branlantes s'étaient écroulées; la pioche des démolisseurs avait achevé le nivellement; des perspectives neuves s'ouvraient sur les décombres.

Le soir tombait lugubre sur la ville silencieuse où quelques becs de gaz éclairaient la marche cadencée des patrouilles allemandes. Le cardinal contempla Saint-Pierre et puis les Halles. Ce que lui dirent les souvenirs détruits, nous en pûmes deux mois plus tard retrouver l'expression pathétique dans sa pastorale de Noël.

## CHAPITRE V

### EXPLICATION DES ÉVÉNEMENTS

Le gouvernement allemand a expliqué à sa manière les événements de Louvain.

D'après sa version, tout ce qui est arrivé est la faute des habitants. De connivence avec le gouvernement belge, la population aurait attaqué traîtreusement les troupes allemandes. Celles-ci n'auraient fait que se défendre et leurs chefs auraient infligé à la cité rebelle un châtiment exemplaire mais mérité.

Grâce à l'organisation puissante et méthodique de la propagande allemande, cette version a fait le tour du monde.

L'heure n'est pas venue de prononcer sur les événements de la semaine tragique une

sentence définitive. Il faudrait d'abord, pour instruire le procès de Louvain, que les témoins pussent parler librement devant une commission impartiale. Actuellement nous en sommes réduits à voir l'odieuse comédie du coupable qui se fait juge. Les victimes, — accusées après avoir été massacrées, torturées et ruinées, — doivent prendre patience.

Ce livre, au surplus, n'est pas une œuvre de polémique. C'est le récit d'un témoin qui rapporte sans haine et sans peur ce qu'il a vu et entendu.

Nous nous contenterons donc, pour l'heure, de donner notre témoignage et notre opinion sur ce qui s'est passé. Qu'on veuille bien se rappeler que depuis le début de la guerre nous étions sur place, que nous n'avons à aucun moment quitté la ville, que nous y sommes resté longtemps après les événements d'août.



En âme et conscience, nous affirmons d'abord ce qui suit :

Nous n'avons vu aucun civil se livrer à un acte hostile contre l'armée ennemie ;

Durant notre séjour à Louvain nous avons interrogé des centaines de nos concitoyens : pas plus que nous ils n'ont vu un civil tirer sur les Allemands ;

Mais on a observé que des soldats allemands tiraient des maisons qu'ils occupaient ou qu'ils envahirent (1) ;

On a vu de même des groupes de soldats allemands, trompés sans doute par l'obscurité, tirer les uns sur les autres dans les rues et sur les places publiques (2) ;

(1) Le fait a été constaté dans sa propre maison, rue Léopold, 16, par M. Léon Verhelst, professeur à l'Université et, rue de Namur dans le jardin de l'Institut de chimie, par Mgr Ladeuze, recteur de l'Université.

(2) Le fait a été reconnu par des officiers et des

Nulle part, dans aucune maison, dans aucune église, les Allemands n'ont trouvé un dépôt d'armes ayant servi ou devant servir aux prétendus conjurés ;

Les armes que les civils possédaient avant la guerre avaient été déposées à l'Hôtel de Ville, sur l'ordre répété du gouvernement belge, du bourgmestre et du commandant allemand ;

Le gouvernement belge et le bourgmestre avaient enjoint à la population de s'abstenir de toute manifestation contre les troupes ennemies ;

Enfin, pour qui a vu Louvain du 19 au 25 août, c'est folie pure de supposer que l'idée aurait pu venir à la population de ris-

soldats allemands et constaté par des civils. Il a été observé à la place du Peuple, dans la rue de Bruxelles, dans la rue de la Station et aux environs de la gare. Plusieurs témoins, interrogés par la Commission d'enquête anglaise, ont déposé en ce sens. (Voir les dépositions des témoins 5 et 8 de Louvain.)

quer une attaque contre l'armée allemande dont la formidable puissance s'étalait depuis huit jours sous les yeux de tous.

L'accusation portée contre les habitants de Louvain est une calomnie et une absurdité.



S'il en est ainsi, nous dira-t-on, comment expliquer la fusillade du mardi 25 août, qui fut le point de départ de tout le drame?

A Louvain même elle a été attribuée à une méprise et à une panique. Belges et Allemands se battaient le 25 août aux portes de Louvain : vers le soir l'alarme fut donnée à la garnison ; puis des soldats et des véhicules rentrèrent en désordre du côté de Malines ; à ce moment — il faisait déjà noir — retentirent des coups de feu. Les soldats allemands qui étaient en ville s'imaginèrent les uns que l'ennemi arrivait, les autres que les civils commençaient une attaque. Les

premiers tirèrent sur leurs propres camarades, les prenant pour des soldats belges ou français; les autres criblèrent de balles les façades des maisons.

Telle est la version que j'ai souvent entendue autour de moi. Je l'admets comme vraie pour un grand nombre de soldats allemands : elle explique leur conduite après qu'ils eurent entendu les premières détonations. Beaucoup ont pu croire à ce moment que l'ennemi leur tombait à dos : la bataille était proche et ne semblait pas tourner à leur avantage. D'autres ont dû avoir la pensée que des civils tiraient sur eux : ils avaient tous la tête remplie d'histoires de francs-tireurs.

*
* *

Mais il reste un point obscur : qui a tiré les premiers coups de fusil? Une sentinelle trop prompte à l'émotion? Un mauvais plaisant? Un soudard ivre?... Y eut-il, au début

comme dans la suite, méprise et panique? Ou bien, les premiers coups de fusil furent-ils lâchés ou commandés de sang-froid par quelqu'un qui savait ce qui allait suivre, et qui, malgré cela ou à cause de cela, déclanchait la machine?

J'ignore si, pour Louvain, on obtiendra jamais sur ce point un aveu ou un témoignage décisif. Mais je remarque que ce qui est arrivé à Louvain s'est produit en vingt autres endroits. L'histoire se passe toujours de même : un coup de fusil part, nul ne sait d'où ; immédiatement retentit le cri sauvage : « Les civils ont tiré — *Die zivilisten haben geschossen. Es geht loss* » — et l'orgie sanglante commence. Sans la moindre enquête on se rue sur les maisons et on y met le feu. On saisit les habitants, hommes, femmes et enfants, on les fusille sans jugement et sans pitié ; on les torture, on les déporte ; puis au spectacle de l'incendie et des ruines on se soûle de vin pillé.

Quand un geste se répète toujours identique, quand un même procédé est employé uniformément partout, nous sommes obligés, en bonne logique, de conclure qu'il y a là une application consciente et méthodique d'un système général.

Nous voudrions, certes, pour l'honneur de l'humanité, rejeter dans le cas présent la supposition d'un massacre provoqué, d'une destruction délibérée. Mais le Livre blanc que le gouvernement allemand vient de publier le 10 mai 1915 (1) renforce singulièrement l'hypothèse de la préméditation. Plusieurs témoins, soldats allemands, déclarent en effet qu'immédiatement avant les premiers coups de feu, une fusée s'éleva soudain du square devant la gare, éclata dans l'air et répandit ses globes lumineux sur la ville. Les soldats y virent un signal.

(1) *Die völkerrechtswidrige Führung des belgischen Volkskriegs*. Auswärtiges Amt. Berlin, 10 mai 1915.

Aussitôt après, la fusillade éclata de tous côtés...

*
* *

Si c'est vraiment une volonté consciente qui a fait exécuter à Louvain le drame déjà répété ailleurs, il resterait à chercher quel fut son but.

Voulait-on frapper au cœur l'Université catholique? — Sa riche bibliothèque a été incendiée dès le premier soir.

Agissait-on dans un intérêt stratégique? — On a détruit une à une toutes les maisons situées le long de l'importante voie ferrée Cologne-Bruxelles, par où passeront des mois durant, allant d'un front à l'autre, les troupes allemandes.

Cherchait-on simplement un prétexte pour piller? — A Louvain le vol méthodiquement organisé a duré toute une semaine.

Ou bien essayait-on de terroriser la population pour l'amener à crier grâce et à de-

mander au Roi de cesser la résistance? — Nous savons qu'après le 3 août le gouvernement belge fut sollicité plusieurs fois par divers intermédiaires d'abandonner la lutte...

*
* *

L'histoire assignera-t-elle jamais aux diverses causes supposées leur part réelle d'influence? — En attendant son jugement, qu'on nous permette de donner encore l'opinion d'un ami, professeur à l'Université de Louvain, qui avait relevé sur une carte géographique de Belgique les traces de sang laissées par l'envahisseur à Visé, à Liége, à Aerschot, à Louvain, à Termonde, à Andenne, à Dinant, à Tamines et dans le sud du Luxembourg.

Pas n'est bsoin, nous disait-il, de supposer chez les massacreurs et les incendiaires un calcul ou un but utilitaire. Ils ont agi par représailles tout simplement.

Suivez la marche des armées allemandes à travers la Belgique. Les régions où elles ont passé sans résistance n'ont pas souffert. Mais partout où les troupes belges ou alliées leur ont fait subir un échec, un retard ou un ennui, elles s'en sont vengées sur la population civile.

La démonstration de notre ami était prenante, car les coïncidences qu'il relève sont nombreuses, indéniables. Au surplus, si on adopte sa conclusion, l'esprit ne tarde pas à y trouver un thème fécond de réflexions.



Les représailles exercées par les Allemands présentent, en effet, des caractères particuliers.

D'abord elles sont systématiques. Ce ne sont pas des mouvements réflexes, des explosions soudaines de colère, des gestes de dépit brutaux et capricieux. Elles se

développent uniformément d'après un plan établi, elles sont partout pratiquées avec la même méthode, elles font partie d'un ensemble ordonné.

Elles sont effroyables aussi, ces représailles. A Andenne comme à Tamines, à Dinant comme à Louvain elles ont accumulé les ruines et fait des centaines de victimes.

Mais pourquoi, se demande-t-on, la moindre contrariété éprouvée par l'armée allemande exige-t-elle, comme réparation, de pareilles hécatombes et de tels sacrifices? La gravité d'un châtiment étant en raison directe de la dignité de la personne lésée, l'armée allemande serait-elle donc une entité d'une valeur transcendante?

Les proclamations des généraux tendent à le faire croire. L'armée allemande y est comme promue au rang de divinité. Divinité redoutable, il est vrai, car elle exige, si elle se croit lésée, la destruction de villages florissants et de villes entières. Malheur à la

région où elle subit une humiliation : l'expiation du sacrilège sera immédiate et impitoyable. Divinité monstrueuse aussi, dépourvue d'un attribut essentiel du vrai Dieu : la justice. Ses rigueurs sont aveugles, elles frappent à la fois et indistinctement innocents et coupables. Tous les monuments qu'elle réduira en cendres, ne valent d'ailleurs pas la vie du moindre soldat allemand (1).

Ce culte, idolâtrique et féroce, voué à l'armée, est-il simplement une création du militarisme prussien imposée à l'empire par les hommes de guerre sectateurs de la religion de la force?

Ou bien, tout en étant d'origine prussienne, s'est-il intégré dans des conceptions plus générales, communes à l'Allemagne entière?

(1) Voir la proclamation du général baron von Bissing, commandant le 7e corps d'armée, dans la *Kölnische Volkszeitung*. Wochen Ausgabe, n° 33, du 17 septembre 1914, p. 13.

*Deutschland über alles*, chantaient les soldats en casque à pointe, tandis qu'ils défilaient dans nos cités envahies au son des fifres et au bruit des tambours.

*Deutschland über alles* est l'expression populaire d'une théorie philosophique. L'Allemagne moderne est la réalisation, orgueilleuse et grandiose, du Dieu-État de Hegel. Et l'armée qui assure sa force participe de son caractère divin.

C'est dans les théories politiques allemandes qu'il faut chercher l'explication première, non pas de faits isolés, mais de l'ensemble des atrocités, du « système », si l'on veut, qui fut appliqué à la Belgique pour lui faire expier sa résistance...

FIN

# TABLE DES MATIÈRES



PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 21260.



